

# OCCIDENT

LE BI-MENSUEL FRANCO-ESPAGNOL

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20, rue de la Paix, PARIS (2<sup>e</sup>)

Abonnement: 4 fr. 50 par trimestre.

Tél.: OPÉRA 43.23

## Dans ce numéro

Naissance du nouveau gouvernement, par F. G. JORDANA, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ESPAGNE.

AVIS AUX SPÉCULATEURS, par les Professeurs TRELLES et LE FUR.

Leçons de la guerre d'Espagne: PALUEL-MARMONT.

PILAR PRIMO DE RIVERA, par P. de la Mora.

Stakhanovisme. — Témoignages catholiques. — « Un factieux intégral », — Monsieur MAURIAC...

## JOIE DANS LES CHAMPS



### L'Œuvre Sociale dans les campagnes

La transformation sociale de la campagne réclame impérieusement une amélioration de la vie rurale, qu'on ne peut entreprendre qu'en modifiant la demeure du paysan.

En dehors des études et des projets déjà réalisés par l'« Oeuvre du Foyer national-syndicaliste », qui étend son action à la demeure rurale, il convient d'accorder, dans cet ordre d'idées, une importance spéciale à la Circulaire de l'« Office public de l'Habitation », qui a fait créer une « Fiche » et un « Contrôle sanitaire de l'Habitation rurale », et ordonné de rédiger au plus vite des projets d'amélioration des foyers campagnards, s'inspirant du principe qu'ils doivent, sans exception, obéir aux règles d'hygiène qui, jusqu'alors, leur étaient étrangères, et en finir une fois pour toutes avec la négligence et l'oubli desdites règles : vu que, dit textuellement la circulaire, les habitants de la campagne ne doivent pas être privés, tout au moins, des conditions considérées comme un minimum par les dispositions en vigueur. Il a été recommandé aux procureurs délégués de chaque province, de formuler des projets, à diffuser par tous les moyens, de maisons pour une seule famille ou pour plusieurs, et qui devront s'adapter aux conditions topographiques, climatériques, économiques, etc., de chaque région.

En fait d'œuvres importantes pour la

transformation sociale de la vie rurale, il faut citer celle qui a pour titre : « Fraternité de la Ville et de la Campagne », service établi par la Phalange Espagnole Traditionnaliste, et qui, ayant commencé ses travaux dès l'été de 1936, a depuis lors reçu une impulsion puissante dans les années agricoles suivantes.

Il s'agit, dans cette œuvre, de rapprocher la ville de la campagne, en faisant en sorte que les citadins, venant prêter leurs services, spécialement pendant les périodes de récolte, aux milieux ruraux, manifestent l'étrange solidarité de la ville et de la campagne, et en même temps apprennent, en vivant avec eux, les caractéristiques d'existence, les besoins, les souffrances et le travail des paysans.

Très nombreuses sont les équipes de militants de la Phalange Espagnole Traditionnaliste qui ont parcouru les campagnes en rendant ce service fraternel, et les avantages obtenus sont dès lors évidents. On ne doit pas oublier que la femme a apporté à cette œuvre sociale sa collaboration volontaire.

Une autre grande préoccupation sociale agraire en Espagne, c'est de transformer, dans la mesure du possible, le système de culture des grands domaines, qui sévit dans certaines régions, en créant de petits propriétaires ou fermiers, ainsi garantis non seulement de ne pas manquer de travail, mais encore de voir ce travail compensé par la récolte, à leur propre bénéfice, des cultures entreprises par eux. Comme cas concret de l'application de ce système, citons celui qui est dû à l'initiative personnelle du général Queipo de Llano,



Robuste et joyeuse, une Castillane aide à la moisson.

raves, et le système du paiement de la récolte par lesdits industriels.

Très importantes enfin au point de vue social, les diverses dispositions sur les greniers

racière provincial ou local, ont accordé des avances analogues, et à des conditions fort avantageuses, on peut affirmer que le total des prêts consentis suivant ce décret s'élève à plusieurs centaines de millions.

Le total du prêt à accorder, avec garantie gageée en blé, doit être proportionné aux dépenses de main-d'œuvre occasionnées par les besognes de la récolte, avec autorisation, pour les « Sections agro-nomiques », d'octroyer l'avance immédiate, quand il s'agit de petites sommes. Le délai accordé pour le remboursement fut d'abord seulement de trois mois, mais tacitement prorogeable de trois autres mois, et plus tard un ordre du 5 mai 1937 l'étendit jusqu'à un an.

Pour que fût bien exercé le rôle social que l'on voulait faire jouer à ce système, on limita à 4 % pour les crédits collectifs, et à 5 % pour les crédits individuels, l'intérêt que devaient rapporter ces prêts. On peut dire que tous les autres établissements bancaires ou caisses d'épargne, instituts de prévoyance, etc., se sont soumis à ces règles dans tous les crédits qu'ils ont accordés aux agriculteurs.

Pour assurer la juste et exacte distribution des crédits, on a créé des commissions locales chargées de rendre compte, dans le plus bref délai, des véritables besoins de l'emprunteur et de l'authenticité du gage offert par lui en garantie. D'ailleurs, un moratoire est en général accordé au cultivateur, par un délai au cours duquel on suppose (et le cas en effet s'est produit), qu'il lui sera possible de vendre ses récoltes en de bonnes conditions. Ce moratoire englobe toute espèce de dettes contractées par les agriculteurs pour faire face aux frais successifs que, pendant l'année agricole, ont exigé la production et l'entretien de la famille. Là dedans sont comprises les rentes à verser au propriétaire de la terre ; et, pour rendre absolument efficace ledit moratoire, tous les procédés de contrainte exercés sur les agriculteurs sont suspendus. Ce moratoire



dans un grand domaine des environs de Séville, la ferme de Gamboga, acquise par le général lui-même dans ce but. Il y a investi le capital d'une donation considérable qu'on lui avait faite pour son usage personnel, ayant estimé opportun — pour donner un exemple de la signification sociale du mouvement national espagnol — de le consacrer à cette très considérable œuvre agraire.

Importantes dispositions ont été prises, grâce auxquelles, dans l'ordre économique d'abord, et dans l'ordre social ensuite, la renaissance de la vie agraire a commencé.

C'est du décret-loi du 23 août 1937, et du règlement pour son application, que date la transformation totale de l'économie et de la

communaux et en général sur les crédits agraires, que l'on a promulgués coup sur coup. Ce n'est pas en vain que le général Franco a expressément manifesté le désir de voir s'instaurer un important système de crédit agricole (qui engloberait aussi la petite industrie des pêcheries), qui n'a pas encore été complètement mis sur pied, mais qu'on a néanmoins commencé d'établir, par ces dispositions sur le régime du crédit pour l'agriculture.

En ce qui concerne l'octroi de crédits aux cultivateurs, le décret du 30 septembre 1936, destiné, suivant l'expression de son propre texte, à porter une aide économique aux agriculteurs, est d'une importance particulière.

Par ce décret, la Banque d'Espagne a reçu l'ordre — pour le compte de la Trésorerie — d'accorder des secours financiers, remboursables, aux agriculteurs, jusqu'à la somme de 60 millions de pesetas. Comme, en même temps, beaucoup d'autres établissements de crédit, de ca-

permis d'éviter toute vente forcée ou précipitée des récoltes, ce qui entraîne de grands avantages aux points de vue économique et social.



Sur l'aire, une paysanne travaille.

# L'Espagne dans le monde



Aucun grand pays n'a l'esprit aussi réellement pacifique que l'Espagne. L'amour de la paix s'exprime surabondamment dans le monde actuel, mais il est trop souvent purement verbal ; parfois il n'est qu'une forme plus décente de la peur ; et parfois il n'est qu'une feinte mise au service de desseins guerriers. En Espagne, il est réel, et cette réalité tient à deux causes : d'abord le profond humanisme de la civilisation espagnole, ensuite l'heureux concours de circonstances qui peut à peu, et non sans de dououreuses épreuves, a mis l'Espagne à l'écart de toutes les causes de conflits internationaux.

Or, malgré cette situation privilégiée, certains problèmes d'ordre international restent posés d'une façon plus ou moins douloureuse pour l'Espagne. On peut les énumérer ainsi : le problème territorial et maritime de Gibraltar, — le problème du bon voisinage hispano-lusitanien, — enfin, dominant tous les autres, celui du prestige international de l'Espagne. Examinons successivement ces problèmes. L'usurpation de Gibraltar par l'Angleterre reste une cruelle blessure pour le patriote espagnol, mais elle a cessé d'être une menace pour l'Espagne et une diminution de la puissance internationale de l'Espagne. Dans les conditions actuelles de l'armement (artillerie, aviation, rayon d'action des sous-marins), l'Espagne, même sans Gibraltar, est maîtresse du détroit, et l'Angleterre, même avec Gibraltar, en a perdu la maîtrise. La route impériale des Indes, devenue si précieuse dans le canal de Sicile et aux deux extrémités de la Mer Rouge l'est davantage encore à Gibraltar, et l'Angleterre ne fera plus un sacrifice réel, en appliquant le principe que l'Espagne proclame avec tant d'énergie et qu'elle est seule jusqu'ici à violer, de l'intégrité territoriale de l'Espagne, si elle restituait Gibraltar à ses légitimes possesseurs. Elle courtu pu y maintenir un reste de puissance à deux conditions : la première, que l'Espagne restât désarmée et sans expérience de la guerre moderne, la seconde qu'elle fût en opposition avec une Italie alliée de l'Angleterre. La politique anglaise a agi comme si elle s'était proposée de rendre ces deux conditions irréalisables. Aujourd'hui, l'Espagne est armée, elle sait faire la guerre et elle est l'alliée de l'Italie : Gibraltar, qui était une calamité pour l'Espagne en est une désormais pour l'Angleterre.

Sur les relations hispano-lusitanies un malaise pèsait depuis si longtemps qu'il semblait irrémédiable. En dépit de vaines manifestations oratoires, les deux nations ne s'aimaient guère, elle se défaient l'une et l'autre, la défiance étant surtout profonde chez le Portugal, plus faible. Pourtant, la péninsule avait été assez grande pour les deux nationalités ibériques et le Nouveau Monde assez grand pour leurs deux Empires. Le Portugal avait montré à l'Espagne la voie glorieuse des découvertes ; les civilisations des deux pays, l'une et l'autre d'une si haute spiritualité, se complétaient sans aucun antagonisme. Mais, dans les temps modernes, les ennemis de l'une des deux nations ont toujours cherché un point d'appui chez l'autre et ont utilisé les rivalités.

Or, que voyons-nous aujourd'hui ? Une fois encore, comme au temps de la Renaissance, le Portugal a montré la voie à l'Espagne, une voie qui ne conduit à aucune rivalité. Sous la conduite d'un très grand homme d'Etat, le Portugal s'est affranchi de l'emprise de la révolution matérialiste. Mais il est évident que son héroïque effort curait été brisé, si la révolution vaincue chez lui avait pu se rendre maîtresse de l'Espagne ; la révolution faite en Espagne était dirigée, autant que contre l'Espagne, contre le Portugal (et contre l'Italie). L'héroïsme de l'Espagne permet à celui du Portugal de porter tous ses fruits. Réciproquement, si l'Espagne avait eu en 1936-1937 pour voisin un Portugal révolutionnaire et hostile, sa libération eût rencontré des obstacles peut-être insurmontables, et, en tout cas, elle eût coûté beaucoup plus de sacrifices.

Ainsi, à la place des vains discours et des manifestations d'autrefois, qui n'avaient jamais réussi à faire disparaître le malaise hispano-portugais, nous voyons des actes d'énergie et de raison, et chacune des deux nations a pu se rendre compte que sans l'autre, elle n'aurait pu opérer son propre salut : c'est la définition même de la solidarité, et la garantie la plus sûre d'une sincère amitié.

La guerre de libération n'a pas un effet moins bénissant sur les relations hispano-américaines. Ici encore, les manifestations et les discours superficiels ont longtemps prévalu, vainement, remplacer les solides liens d'affection qu'une plus longue histoire avait su préparer. Si jamais colonisation a été humaine et a conduit directement à l'émancipation et à l'indépendance des peuples colonisés, c'est celle de l'Espagne. Comment a-t-il pu se faire que l'émancipation apparut comme un renversement de l'évolution commencée, comme la revanche d'une oppression, comme une rupture ? C'est que l'émancipation s'est faite révolutionnairement, et dans la confusion ; on sait aujourd'hui que l'Espagne contre laquelle se leveront la plupart des révoltes était l'Espagne napoléonienne, qui leur apparaissait comme contaminée par les idées et par les institutions révolutionnaires françaises. L'Angleterre, pour le profit de son commerce, exploita ce fructueux malentendu, et l'émancipation se fit dans un trouble profond des idées, avant que les nations de l'Amérique ne fussent parvenues à leur pleine maturité politique. Un siècle de guerres civiles et de révolutions a été la suite.

La guerre actuelle met fin à cette période néaste. Elle met en évidence la banqueroute de la révolution, qui aboutit à un matérialisme destructeur, incompatible avec la



Un des lieux de la péninsule où l'Espagne a défendu héroïquement la civilisation occidentale : Alhambra, près de Teruel.

tradition spirituelle de l'hispanisme, si robustement créatrice. A l'exception d'une seule, qui a payé cette faiblesse d'une déchéance provisoire mais profonde, les nations espagnoles de l'Amérique ont su se défendre contre cet ultime effort de la révolution, mais les intrigues soviétiques n'ont pas encore cessé chez elles et la victoire de l'Espagne leur apparaît aujourd'hui non comme une menace, mais comme une garantie pour leur indépendance : l'Espagne continue de sauvegarder la civilisation de l'empire dont elle n'a plus les profits, et en reprenant toute sa dignité de mère-patrie, elle reconquiert le plus grand élément de son prestige dans le monde.

Ce n'est pas faire preuve d'esprit positif que d'affecter de mépriser la question de prestige. Toutefois, quand une nation a le passé glorieux de l'Espagne, il est essentiel pour le maintien du patriottisme et de l'esprit civique qu'elle ne donne pas l'impression d'avoir dégénéré.

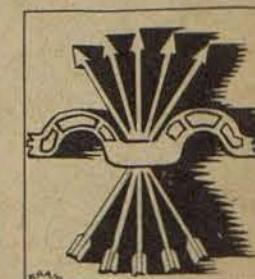
Or, l'Espagne apparaît aujourd'hui, selon une formule très juste, comme le rempart de la civilisation occidentale. Ce n'est pas seulement au Portugal et aux nations qu'elle a créées en Amérique qu'elle rend service, mais à toutes les nations civilisées, même si quelques-unes de celles-ci ne veulent pas la reconnaître.

Le prestige de l'Espagne s'affirme d'autant plus grand, d'autant mieux rénové que le rôle de cette nation n'est pas épousé par le succès décisif qu'elle remporte contre la révolution.

Le monde affranchi de la menace du matérialisme révolutionnaire continue d'exister et n'en ira que mieux. Beaucoup de causes de guerres disparaissent du seul fait de la banqueroute révolutionnaire, mais les rivalités continueront entre nations et groupes de nations. Or, si l'on veut bien jeter un coup d'œil sur la carte politique et morale du monde, on constatera que l'Espagne reste à l'écart des principales causes de conflit, et que sa victoire consolide cet état pacifique que le soviétisme avait failli compromettre à jamais. Sans avoir à projeter de participation dans des aventures guerrières, l'Espagne est dans une situation telle vis-à-vis des autres grandes nations qu'elle peut beaucoup plus facilement se passer de leur amitié que celles-ci ne peuvent se passer de l'amitié espagnole. Il serait facile de le démontrer avec quel détail, comme il serait facile de faire voir en quoi la victoire dont nous venons de montrer les effets sur la situation internationale de l'Espagne influe non moins heureusement sur la solution de ses problèmes d'ordre social et d'ordre politique (problème des institutions). Qu'il nous suffise d'observer, en conclusion, qu'il n'y a pas de solution saine et durable des problèmes d'ordre social et d'ordre politique sans cette condition primordiale, aujourd'hui réalisée : l'indépendance nationale.

M. LEGENDRE.

## Stakhanovisme ou esclavage moderne



NOMBREUSES et sans arrêt, les nouvelles de presse sur les fusillades de suspects ont remplacé depuis quelque temps les notes de propagande sur les beaux du régime soviétique, grâce à quoi les bolcheviques exploitent la crédulité des masses populaires dans toutes les parties du monde.

La propagande emploie abondamment les photographies : il lui fallut modifier sa méthode quand trop de gens se furent aperçus que ces photographies reproduisaient bien souvent des monuments du temps des tsars ou des projets qui n'existaient que dans l'imagination de leurs auteurs. C'est exactement ce qui est arrivé pour les statistiques utilisées en abondance comme moyen de propagande. Certaines d'entre elles, surtout celles qui concernent l'accroissement inusité de la population soviétique, ont fini par impressionner les gens intelligents. Eh bien ! tout récemment, une décision du Sonarcom (conseil des commissaires du Peuple) a annulé le recensement pansovietique du 6 janvier 1937, qu'on avait mis tant de temps, et au prix d'un énorme effort, à établir, avec la collaboration de plus d'un million de personnes, en ayant qu'on avait, dans sa confection, enfreint les règles les plus élémentaires de la science statistique, ce qui reconnaissait implicitement que toute la propagande basée sur cette prétendue augmentation démographique, comme preuve du bien-être des peuples de l'U. R. S. S., reposait sur une pure fantaisie.

Mais il existe un autre aspect des choses, c'est celui qui concerne le régime du travail. En 1935-1936, la propagande soviétique insistait sur le succès croissant de l'émulation socialiste par rapport à l'échec des « bénéfices capitalistes », comme encouragement au travail et stimulant de la production.

Stakhanov, mineur du bassin houiller du Donets, avait extraordinairement augmenté son extraction de charbon. On lui décerna l'Ordre de Lénine ; on crée un groupe de stakhanovistes, on ouvrit des écoles spéciales. Tout le service de propagande, toute la préservation de l'autorité, concentrèrent leur effort sur l'augmentation du rendement individuel de l'ouvrier. Vient l'usage bolchevik, on présente les réves et les projets comme de splendides réalisations. Quel en fut le résultat ? Deux années d'expériences permettent de se faire une opinion.

On se base d'abord surtout sur les pourcentages et les statistiques : les chiffres serviront à de véritables tours de prestidigitation, et cette mode dura jusqu'au jour où les observateurs découvrirent la combinaison et démontrent irréfutablement le ridicule et le mensonge de ces calculs. Ainsi, par exemple, Sir Walter Citrine, le leader travailleur anglais, a expliqué, sans que personne ait osé le contredire, le cas suivant : Au moyen de chiffres, les propagandistes bolcheviks ont établi qu'un maçon stakhanoviste est arrivé à placer, en sept heures, 25 000 briques ! ! ! ... Alors que, suivant lui, Citrine, les meilleures maçons de Londres n'arrivent pas à placer 1 000...

La propagande pour l'augmentation de la production, grâce à ce stimulant socialiste, masquait une mesure de politique économique des plus vulgaires, et fort impopulaire chez les ouvriers : la généralisation d'un forfait à tout, système de salaire. Mais d'un forfait à prix unitaires, calculé de manière que seul un nombre très réduit d'ouvriers peut gagner un salaire moyen décent.

Helas, ce fameux stakhanovisme, loin de corriger quoi que ce fut, a, au contraire, rendu plus manifeste la misère du peuple russe.

Le salaire d'un manœuvre, à Moscou, est de 150 roubles par mois, depuis qu'il faut décompter 20 % à titre d'impôts, cotisations obligatoires, souscriptions forcées, emprunts. Reste 120, soit quatre roubles par jour. Le pain vaut 1 rouble 40 le kilo. Le salaire d'un maçon, traduit en pain, vaut donc 2 kilos 8. Si nous faisons le même calcul pour notre pays, et que nous prenons comme base un salaire mensuel de 180 pesetas et le kilo de pain à 0,65 pesetas, nous arrivons à cette conclusion que le manœuvre espagnol touche un salaire de 9 k. 2 de pain, c'est-à-dire trois fois celui de son camarade russe.

Pour acheter une paire des plus mauvaises chaussures, l'ouvrier russe doit travailler cinquante jours ; pour le costume de la pure qualité, trois mois.

Nous trouvons, dans une publication française de gauche, peu récemment, cette comparaison : Pour acheter un lit de fer, un ouvrier français doit travailler de 20 à 27 heures ; un ouvrier russe de 23 à 71 heures et une ouvrière russe de 108 à 332 heures.

Bref l'échec est officiellement reconnu : le stakhanovisme a obtenu une augmentation de production de 10 % au prix d'une augmentation de salaires de 32 %. En d'autres termes, le salaire a moins de valeur d'acquisition qu'auparavant. Mais, par contre, il s'est formé en Russie une nouvelle classe de privilégiés : les profiteurs du stakhanovisme, les falsificateurs des statistiques de rendement, les tricheurs, les protégés... Tous ces gens constituent une très petite minorité qui est arrivée, en augmentant la misère générale, à toucher des salaires équivalant à la moitié de ce que gagne un manœuvre anglais ! !

Pis encore : ce que rappelait un journal libéral, *The Manchester Guardian*.

Non seulement l'ouvrier russe a perdu tout contrôle sur la valeur réelle de son salaire, mais encore il est privé de la liberté de ses mouvements de façon absolue. Il doit vivre et travailler là où on le lui commande.

Si nous nous souvenons, d'une part, que les rares grands travaux accomplis par la Russie soviétique, comme le canal du Don à la Volga et le canal de Lénine à la mer Blanche, ont été exécutés par des prisonniers politiques et de droit commun ; et, d'autre part, que l'excédent de population est transporté dans les régions les plus inhospitalières de la Sibérie, sous prétexte d'une colonisation intérieure, à laquelle, d'ailleurs, on n'a jamais travaillé, nous comprendrons que l'affirmation bolchevik qu'il y a là-bas du travail pour tous le monde ne résiste pas au plus indulgent examen.

En quoi cet état de choses se distingue-t-il du régime de l'esclavage ? se demande le journal anglais. En rien ! pourraient répondre les Espagnols, victimes en ce moment du poison spirituel et de l'ingérence matérielle des bolcheviks.

D'un côté, il y a la Russie, avec sa tyrannie ; son régime de travail équivalent à l'esclavage ; ses salaires de misère, d'une misère croissant jusqu'à l'imaginable, ses sacrifices imposés, de plus en plus durs et de plus en plus inutiles : sa dégradation intégrale de la personnalité humaine.

De l'autre côté, la nouvelle Espagne, avec son système d'autorité et de discipline, qui encourage la libre expansion de toutes les valeurs humaines et grâce auquel l'héroïsme et les sacrifices d'aujourd'hui deviennent la grandeur et la prospérité de demain. — V.

## OCCIDENT

Parais les 10 et 25 de chaque mois. Le numéro : 0 fr. 75. L'abonnement par trimestre : Paris, départements et colonies 4 fr. 50 ; étranger : pays accordant une réduction de 50 % sur les tarifs postaux : 6 fr. 75 ; autres pays : 9 francs.

## Pilar Primo de RIVERA symbole et présence du frère absent



Dans ce simple bureau, Pilar Primo de Rivera travaille de longues heures chaque jour.

Près de 400.000 femmes sont militantes de la F. E. T.

10.000 travaillent comme infirmières dans les hôpitaux

Pour arriver au bureau de Pilar Primo de Rivera, il m'a fallu passer par de grandes galeries, d'interminables corridors inondés de lumière. Pièces toutes blanches aux meubles de couleurs claires. Fini, l'air sombre et rébarbatif de la vieille bureaucratie. Une atmosphère juvénile baigne tout l'édifice du Secrétariat Politique de la F. E. T. et rend le travail chose joyeuse. La jeunesse — uniformes bleus, dix heures de travail, service et discipline — s'encadre ici dans une nouvelle milice aux héroïnes anonymes.

Pilar Primo de Rivera, exemple de sympathie et de tendresse, dirige un nouveau secteur de ce dur front de combat. Celui de la Délegation féminine de la Phalange Espagnole Traditionnaliste, dont chacune des journées constitue une victoire de plus pour la consolidation de l'Etat naissant.

Pilar (j'engage ainsi le dialogue), je vous dirais que tu parles pour nos lecteurs du service assuré par la femme dans le nouvel Etat.

Un temps. Mon interlocutrice ne se décide pas à répondre. Un fond de modestie naturelle lui rend difficile d'accéder à ma demande. Elle ne l'avoue pas, mais je le devine à son hésitation. Il semble que ses regards n'arrivent pas à dissimuler cette pensée : « Pourquoi justement moi ?... » Cette question qu'elle s'adresse en silence, je la lis dans ses yeux, et j'insiste :

— Mais oui, c'est à toi de me parler de ça !...

Elle ne peut réprimer un geste d'étonnement.

C'est sans doute qu'elle sait pas combien de sympathie (et d'affection aussi, de vénération), sa personnalité éveille chez ceux qui assistent avec une ferveur patriotique à la genèse du nouvel Etat. Elle joue aujourd'hui le rôle d'un symbole, d'un exemple à imiter. Sa présence, évitant la douloureuse absence de son frère, le fait revivre. Son travail — silencieux, laborieux quotidien pour l'accomplissement d'une tâche de plus en

plus probablement — est un modèle d'austérité et de simplicité pour toutes les femmes de l'Espagne. Quelques instants de silence. Sur une pile de livres un portrait de José Antonio préside à notre entretien. Son souvenir va lui donner une valeur lyrique d'évocation constante, que nous n'aurons pas, mais qui imprégnera en secret, si l'on peut dire, chaque mot de notre conversation.

Les affiliées de la F. E. T. et leur nombre

— Le nombre des jeunes filles, militantes à la F. E. T., commence Pilar, dépasse 400.000. Dessous, 12.000 au moins travaillent au « Secours Social ». Et 120.000 sont des « Flèches ». Au Conseil de Séville, on a étudié les questions relatives à la collaboration du travail de la femme à la vie de l'Etat. Il est aujourd'hui présent dans les hôpitaux, parce qu'il accomplit une mission de guerre. Demain, il contribuera à la consolidation de la paix, en apportant son esprit de charité et de tendresse aux foyers en proie à la douleur et à l'adversité. Le désir de notre chef, qu'il n'y ait pas un foyer sans lumière ni une table sans pain, nous l'avons fidèlement réalisé. Les enfants pauvres ou abandonnés viennent dans nos réfectoires. Les cuisines de fraternité portent à domicile des repas chauds. Nous ne voulons pas séparer l'enfant de la tièdeur de son foyer. Au contraire, tout notre travail tend à exalter la famille, à rendre le foyer plus confortable, plus accueillant, plus gai. Les marxistes tentent d'arracher au cœur des enfants l'idée de Dieu, à leur cœur les sentiments d'amour et de respect envers leurs parents. Nous nous efforçons de développer chez les petits que nous pouvons toucher un sentiment de la religion et de la famille, qui garantisse une vie faite pour contribuer à la paix de l'avenir.

La Femme devant la douleur

— Aujourd'hui, reprend la déléguée nationale de la Phalange, la femme s'est imposé avec joie la mission de partager, avec ceux qui combattent, la douleur de la guerre. Plus de 100.000 affiliées prétent, en ce moment, comme infirmières, leurs soins à nos soldats blessés. Dans les villes reconquises, les jeunes filles de la Pha-

lange entrent avec les premières troupes. Elles apportent des vivres, des médicaments, des équipements de secours. Et ceux qui, auparavant, combattaient contre nos frères, reçoivent de ces jeunes filles non pas un geste de haine, mais des morceaux de pain blanc et des paroles de compassion.

Prestation du Service social

— La prestation du Service social fonctionne-t-elle déjà ?

— Dans cette institution, je ne suis chargé que de la culture politique. Mercédès Sauz pourra te répondre mieux que moi. Tout ce que je puis savoir de cette question, c'est par ce que je suis venu de cette question, c'est par ce que je suis venu de cette question, c'est par ce que

# UN ÉTAT UN GOUVERNEMENT UNE MISSION

## NECESSITÉ DE CRÉER UN ÉTAT

Deux fois, on a vu l'Espagne contemporaine dans la nécessité de créer un Etat, quoique le phénomène se soit produit dans des conditions si différentes qu'elles ont amené des résultats totalement opposés. C'est d'abord quand Napoléon chassa Ferdinand VII du trône d'Espagne, et il est clair (étant donné le caractère patriarcal de cette Monarchie) que toutes les institutions devaient se ressentir de cet enlèvement. Depuis les Municipalités jusqu'à l'organisme suprême qu'il fallut improviser, la Junta centrale, Conseil de régence —



Don Juan Antonio Suárez, ministre de l'Industrie et du Commerce.

en passant par les Juntas provinciales, tous les efforts durent s'employer à fabriquer, à toute vitesse, un régime qui dissimulait le vide ainsi produit d'une façon dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

L'autre cas où l'Espagne s'est sentie privée de son Etat, c'est quand le Front populaire, ayant pris d'assaut le pouvoir, fit le vide autour des vestiges disqualifiés de la République, un vide juridique absolu. Le peuple espagnol, s'identifiant avec son armée, détruisit le régime de droit qu'usurpaient quelques scélérats et, au cours même de la guerre, dut se refaire l'Etat qu'il avait perdu, dans le désir de lui infuser une vie nouvelle et meilleure.

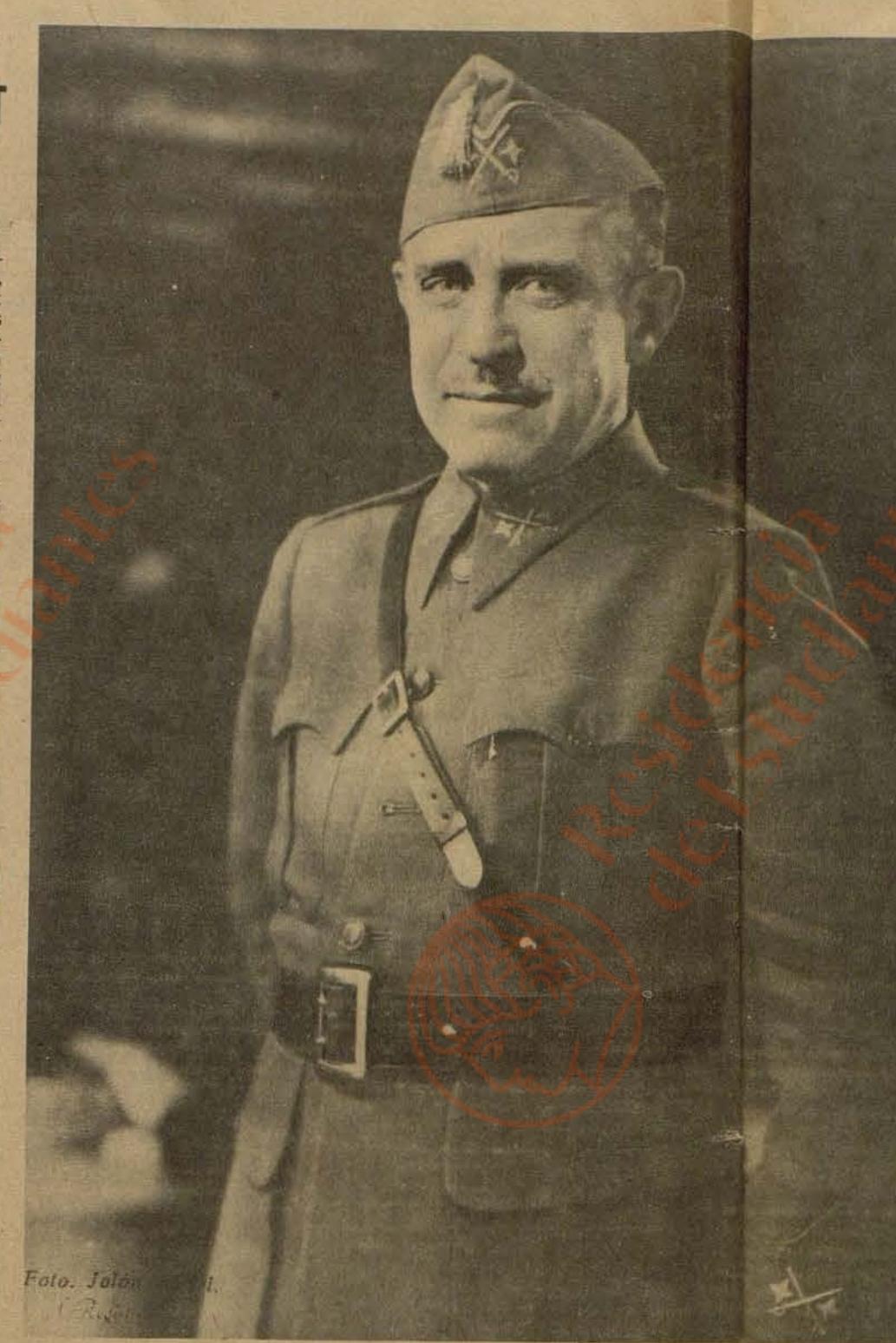
## DE LA PRIMITIVE JUNTE DE DÉFENSE NATIONALE A LA PROCLAMATION DE L'ÉTAT

A peine le mouvement sauveur de l'Espagne eut-il commencé — exactement le 24 juillet 1936 — on pourvut à la nécessité urgente de donner au pays un orga-



Le ministre des Finances, Don Andrés Amado.

nisme de commandement, supérieur et total, en constituant « une Junta de Défense nationale qui assume tous les pouvoirs de l'Etat et qui représente légitimement le pays devant les puissances étrangères », suivant le texte de l'article premier du Décret promulgué à cette occasion. Cette mesure répondait à une exigence purement provisoire, conditionnée, en raison même de sa hâte, par les vicissitudes du conflit armé ; et il fallut recourir à une initiative de portée beaucoup plus grande, quand les succès militaires de cette première phase de la guerre déterminèrent la jonction des deux armées du Nord et du Sud, en donnant au territoire libéré une extension et une continuité qui auraient déjà de la victoire définitive. Mais il ne s'agissait pas d'une conquête simplement matérielle, il s'agissait d'exercer, dans les zones récupérées, l'autorité d'un Etat proprement dit. Le territoire sur lequel flottait le drapeau de l'Espagne naissante impliquait une population en ordre, une loi civile, l'administration de



Le général don Francisco Gomez Jordana, vice-président du gouvernement et ministre des Affaires étrangères.

chef du Gouvernement de l'Etat espagnol ».

## LES COMMISSIONS TECHNIQUES EBAUCHE DU GOUVERNEMENT

« Des raisons de toutes sortes — disait le décret précité — prouvent la nécessité de concentrer en un seul Pouvoir tous ceux qui doivent conduire à la victoire finale et à l'établissement, à la consolidation et au développement du nouvel Etat, avec l'assistance fervente de la Nation. » Mais le sommet de l'Etat devaitachever comme il convient la hiérarchie graduelle des divers services qui constituent ledit Etat, dont le corps visible et organique est l'Administration publique. A cette fin, fut promulguée la loi du 1<sup>er</sup> octobre suivant, par laquelle on créa la junte technique de l'Etat, composée de sept sections respectivement consacrées à autant de branches fondamentales de la vie administrative, en



Don Ramon Serrano Suner, ministre de l'Intérieur.

créant, en même temps, la charge de gouverneur général, le secrétariat des Affaires étrangères et le secrétariat général du Chef de l'Etat : mécanisme qui, toujours conçu d'après les besoins du moment, a fonctionné avec une indiscutable efficacité jusqu'à ce que l'expansion notoire de l'Espagne libérée et l'accroissement successif de ses multiples attributions de tout ordre confirmèrent le chef dans son dessein de constituer un Gouvernement avec tous les attributs d'unité, d'autorité et de permanence qui sont le propre de ce genre d'institutions. On comprend donc aisément, d'un point de vue que l'on pourra appeler politique — si l'on donne à ce mot son sens le plus exact et le plus élevé — que la création du nouveau Gouvernement marque un degré de plénitude et de sûreté dans la marche militaire et civile de notre croisade. L'Espagne se donne sa loi, au milieu du tumulte des combats, parce



Don Pedro Sainz d'Urgüez, ministre de l'Éducation nationale.

de toutes les folies dont aujourd'hui ressortir, en un comité édifiant, la pureté de quelques hommes dont on pourra juger le labour à ce creux sans artifice ni convention d'aucune de qu'est notre guerre de salut national. nouveau Gouvernement : voilà un laborateur décisif à l'œuvre du chef, champ de bataille opère sur beaucoup de plans : mainte victoire nous est réservée sur celui de la gestion ministérielle.

## VERS DES PERFECTINEMENTS ULTRÉIURS

L'autre circonstance dont nous avons parlé est mentionnée avec sagacité dans ce texte légal : « L'assurance que l'on met au point restera l'assurance soumise à l'influence du Mouvement national. » Cette pensée exprime sans le plus délicatement réaliste, et de l'expérience que l'Espagne accomplit dans la réalité profonde de sa chair de son âme. Le travail que le Gouvernement s'apprête à entreprendre a besoin d'une issue : elle lui est ouverte. Mais faut que les énergies nationales s'y engagent elles aussi, dans un désir de perfectionnement futur.

## PROJETS ET TÂCHES DU GOUVERNEMENT

Faisant justement allusion au Mouvement national, l'éambule de la loi qui instaure le gouvernement dit que « l'Ad-



Le général Davila, ministre de la Défense nationale.

Don Alfonso de la Pena, ministre des Travaux publics.

la justice, la perception des impôts, un réseau de communications et toutes sortes de services publics, un régime de la production et du travail. Le nouvel Etat espagnol naît donc à la manière naturelle des grandes créations historiques, comme aux temps anciens, grâce à la poussée d'une aspiration collective et à l'autorité d'un homme prédestiné. De sorte que le *Journal officiel* de Burgos, invoquant « le véritable sentiment national », ne fit que consacrer une réalité vivante lorsqu'il dressa, sur le pavé du mémorable décret du 29 septembre 1936, le général Franco,

# NAISSANCE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le nouveau gouvernement de l'Espagne naît au milieu du fracas d'une guerre de reconquête et de revendication nationale. Mais ce gouvernement, qui se constitue aujourd'hui autour de la grande figure du chef des armées nationales, est un gouvernement qui, tout en se consacrant de préférence à la guerre, ne laissera pas de travailler intensément à réaliser la plus grande prospérité présente et future du pays.

L'armée : les héroïques soldats de l'Espagne et leurs chefs, conjointement avec les milices volontaires aguerris du Mouvement national, conquièrent chaque jour le sol de notre patrie dans une lutte victorieuse, dont le monde ne comprendra bien la pathétique grandeur que le jour où la froide perspective de l'histoire, débarrassant les faits et les incidents du poids affectif qui offusque la netteté de la vision montrera dans son exactitude le spectacle héroïque de l'authentique Espagne actuelle. C'est-à-dire un peuple qui sait combattre et mourir pour sauvegarder, dans les moments difficiles d'un présent qui lui semblait odieux, le capital historique et traditionnel de l'intégrité et de la dignité de sa patrie, en dressant contre une politique néfaste de doctrines exotiques et d'influences étrangères, l'idéal toujours vivant de la grande nationale et de jadis.

Dans la vie civile, qu'avec une confiance aveugle est la destinée de l'Espagne, le gouvernement organise aujourd'hui, il ne peut y avoir d'inspiration plus juste ni de plus noble idéal que ceux que les soldats, combattant et mourant au front, ont marqués de leur sang et de leur héroïsme. Le gouvernement travaillera donc, de façon silencieuse mais féconde, suivant le sens et sous l'impulsion indiquées par les hommes qui reconquièrent le sol de la patrie : pour la reconstruction, pour l'indépendance et pour la grandeur de l'Espagne.

Politique de reconstitution au dedans, qui est œuvre de paix : car, quoiqu'elle soit avant tout la conséquence des ruines de la guerre, elle répond aussi à l'intime conviction, si profondément éprouvée en cette période de combat, qu'on ne peut réaliser la grande œuvre du relèvement de l'Espagne que dans la paix et la concorde avec les autres nations.

Paix et dignité nationale. L'Espagne, dans cette guerre héroïque, revendique sa place de premier plan dans le monde, en appuyant cette volonté sur le témoignage irrécusable de sa glorieuse histoire.

Paix, concorde et respect mutuel au milieu des nations, pour que l'Espagne, en même temps que sa politique de reconstruction intérieure, puisse accomplir sa mission dans le monde, mission dont son histoire a été la vivante expression. Mission et relation avec le monde, qui proviennent des raisons physiques de sa position géographique : face à l'Amérique au croisement de l'Atlantique et de la Méditerranée, au carrefour des routes de la civilisation occidentale. Mission qui dérive des raisons morales d'affection reconnaissante envers les nations amies qui, aux moments difficiles de l'épreuve actuelle, ont su montrer la fermeté de leur solidarité spirituelle avec l'Espagne. Mission répondant aux élans de fraternité historique envers la Nation qui partage avec elle le sol de la péninsule, le grand empire qui, sur sa route indépendante mais fraternelle, suit aujourd'hui un mouvement parallèle de reconstruction nationale. Mission enfin, qui provient de racines ethniques et culturelles, car la véritable Espagne ne pourra jamais oublier les nations d'Amérique, qui lui sont unies par les liens du sang et de la langue et chez lesquelles, aujourd'hui, Espagnols et fils d'Espagnols attendent avec la même anxiété la décision de notre destin. Elle n'oubliera jamais non plus le pays musulman qui, avec sa noble reconnaissance et sa collaboration volontaire et active en ce moment actuel, présente au monde les résultats de la dernière grande entreprise civilisatrice de l'Espagne, d'accord avec d'autres nations qui, à l'époque, en assument avec elle la charge.

Notre politique internationale est donc bien claire et explicite : paix, accord et respect mutuel au milieu des nations. Dignité nationale intacte et sans tache. Et la nouvelle Espagne, sous l'impulsion d'un noble idéal, revient occuper sa place dans le monde, affirmant sa volonté d'aujourd'hui dans le cadre historique et impérial de sa grandeur d'autrefois.

Le gouvernement national de l'Espagne recueille ainsi l'esprit toujours vivant de ses héros et de ses morts.

FRANCISCO GOMEZ JORDANA,  
vice-président du gouvernement,  
ministre des Affaires étrangères.



Don Raimundo Fernandez Cuesta, ministre de l'Agriculture.



Don Severiano Martinez Anido, ministre de l'Ordre public.

ministration du nouvel Etat doit être imprégnée de son esprit original, noble et désintéressé, austère et tenace, profondément et essentiellement espagnol. L'orientation une fois établie, il appartient au nouveau gouvernement de la suivre dans la pratique. Et, pour que tout le monde sache exactement quel sera ce travail, le gouvernement a défini sa première entreprise dans un message adressé au peuple espagnol, qui ne ressemble en aucune manière aux programmes de la vieille espèce politique. Pas d'idées en l'air, pas d'abstractions qui n'engagent à rien, mais des solutions concrètes aux problèmes de l'Espagne. Nettement expliquées, ils abondent dans ce document, où ce qui prévaut, c'est l'affirmation précise, sur telle ou telle question déterminée. Parmi toutes ces phrases, riches de sens, citons au moins celle-ci : « Il faut de même s'engager dans l'entreprise d'assainissement moral et matériel de tout le peuple espagnol... » Tout est contenu dans cette heureuse formule : le bien-être physique et la paix morale, la santé et la culture. Ce sont là des devoirs élémentaires, dont la République s'était débarrassée avec la plus parfaite désinvolture. L'Espagnol, en sa qualité d'être humain et de citoyen, ne représente rien dans le régime que l'on vient de renverser. De là cette haine républicano-marxiste envers tout ce qui constitue une création historique ou une condition naturelle de la vie. Des ruines fumantes le proclament... Les Espagnols émus, et l'Espagne aussi ; ruinées la morale, la richesse, l'instruction, la justice, tout est ruiné. Il faut donc tout refaire, pour que l'Espagne se retrouve, il faut tout assainir. Et cette nécessité de

guérir les organes blessés inspire toutes les phrases du « Message au peuple espagnol ». On assainira la production et le travail, par l'entente entre travailleurs, techniciens et entrepreneurs, en vertu des formules imposées par l'organisation national-syndicaliste. On assainira la campagne, en combatant les maladies mortelles qui l'infestent, par une politique agraire tendant à redonner sa dignité à la vie du paysan, à revitaliser les produits de la terre, à perfectionner les systèmes de cultures, à instaurer



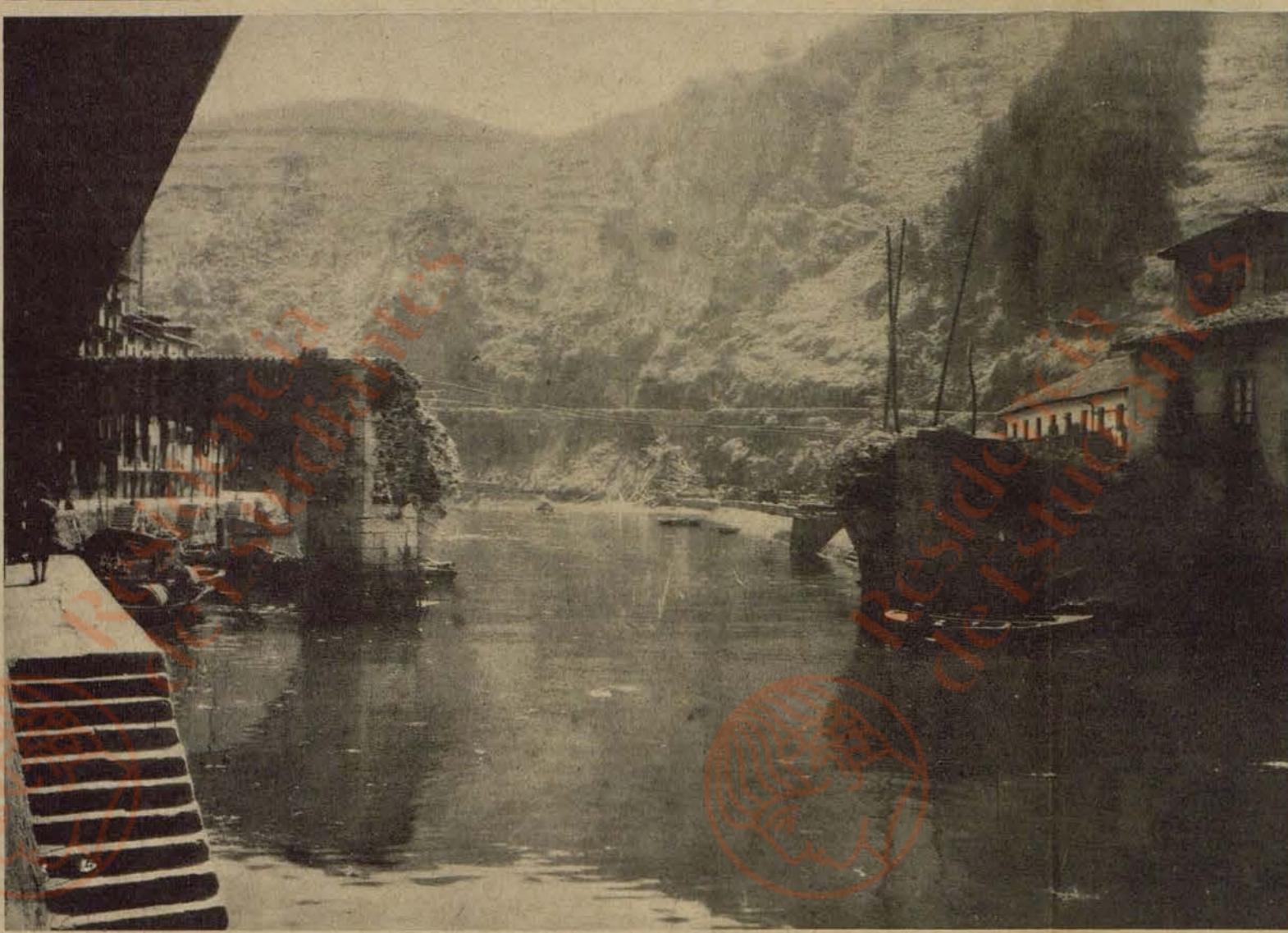
re un système efficace de crédit, à distribuer la propriété rustique avec humanité et justice. On assainira la culture, au moyen de professeurs chargés d'extirper comme il convient les germes qui ont corrompu l'esprit national. On assainira la Presse, par le statut qui la mettra au service de la véritable Espagne. On assainira la pauvre vie municipale, grâce à une nouvelle structure qui rend possible ce bon gouvernement local, qui est d'une tradition séculaire dans le Droit public espagnol. On assainira l'administration de la Justice, restaurée dans sa noble mission, en la rendant incompatible avec la faiblesse et le despotisme. On rendra aussi à la fois religieuse son efficacité sociale et son droit à inspirer la spiritualité nationale. En un mot, la patrie retrouvera la sécurité de son destin et son essence et souveraine personnalité dans la sphère internationale...

Magnifique tâche, en vérité. Elle est digne de l'Armée qui en a rendu possible le projet, des gouvernements qui vont l'aborder et du peuple qui, sous toute espèce de formes, collaborera au travail de restauration qu'elle implique.



Le ministre de l'Organisation et de l'Action syndicale, Don Pedro Gonzalez Bueno.

# LE PATRIMOINE DE L'ETAT ESPAGNOL



ONDARROA (Biscaye). Pont romain détruit par les rouges avant l'abandon du village.

## OPINION D'UN FRANÇAIS

### LE PROFESSEUR LE FUR et les problèmes de la guerre d'Espagne



Un des plus éminents juristes français, M. Louis Le Fur, professeur de Droit International public à l'Université de Paris, membre de l'Académie de Droit International de La Haye et président de l'Institut International philosophique de Droit et de Sociologie Juridique, a prononcé récemment plusieurs

conférences (une, entre autres, à l'Union Catholique d'Etudes Internationales) et a surtout écrit et publié différentes études, toutes très documentées, sur les problèmes que pose la guerre civile espagnole. La « Revue de Droit International », fondée et dirigée par M. Georges de la Pradelles, a publié successivement les dernières et les plus importantes de ces études. « Les Editions Internationales » (47, rue St-André-des-Arts) sont en train de les éditer définitivement sous le titre : « La guerre d'Espagne et le Droit ».

L'intérêt avec lequel l'ouvrage de cette personnalité scientifique si distinguée a été accueilli dans les milieux académiques et diplomatiques s'explique, non seulement par la qualité et l'autorité de l'auteur, mais aussi par sa spécialisation dans les questions qui, comme la question espagnole actuelle, participent à la fois du Droit Constitutionnel et du Droit des Gens. Un article très documenté sur le droit de belligérance de l'armée du Généralissime, publié en décembre 1936 dans « La Revue politique et parlementaire » et qui constitue un argument d'un grand poids en faveur de la thèse si juste qu'il vient de développer plus longuement, nous avait déjà permis d'avoir un aperçu sur le travail actuel de M. Le Fur.

M. Le Fur, avec sa probité scientifique indiscutée, peut présenter au monde, avec autorité, la portée et le caractère de la guerre espagnole. Connaissant mieux que personne l'histoire, la culture et la politique de l'Espagne (une de ses premières œuvres fut son étude sur la guerre hispano-américaine de 1898 au point de vue du droit international public) il est un admirateur passionné des ouvrages des juristes classiques espagnols, ainsi qu'il l'a prouvé par le cours mémorable fait en 1935 à l'université de Salamanque.

Ses mérites le placent à la tête des spécialistes les plus remarquables dans la science du Droit. Ses ouvrages sont innombrables et sont toujours consultés avec fruit par les juristes, les spécialistes du Droit international, et les politiciens. Mais le caractère le plus saillant de l'insigne professeur de l'École de droit de la rue Cujas, c'est son intégrité morale, la fermeté de ses convictions, le netteur de sa conduite. On pourrait citer de nombreux cas qui le confirment au cours de sa longue et intense vie publique.

Au moment où l'Espagne et l'anti-Espagne sont aux prises dans une lutte sanglante, M. Le Fur, avec tout le prestige que lui confère sa carrière, s'est rangé nettement aux côtés de la véritable Espagne ; il signe le « Manifeste des Intellectuels Français » et met son talent et sa compétence au service de la cause nationale espagnole en écrivant des pages lumineuses qui prouvent au monde sa légitimité et sa justice.

Dans son étude actuelle, le professeur Le Fur aborde plusieurs problèmes fondamentaux : certains, comme la légitimité de l'insurrection nationale contre un pouvoir illégal et tyrannique, touchent au Droit interne ; d'autres, au Droit International, comme lorsqu'il examine le caractère de cette insurrection, c'est-à-dire s'il y a ou non une véritable guerre qui doit être reconnue et considérée juridiquement comme telle, avec ses conséquences immédiates (le fait de la belligérance) et ultérieures (la reconnaissance du nouvel Etat). Il examine aussi tous les problèmes



Louis Le Fur, professeur de Droit International à l'Université de Paris.

leur montrer que, partout où il s'installe, le communisme marxiste entraîne après lui le désordre et la ruine générale. »

« On comprend après cela les jugements sévères portés contre ce gouvernement, aussi bien par les Espagnols que par les étrangers ; le jugement d'Unamuno, souvent cité : « Dans l'Espagne actuelle, il y a d'un côté la civilisation et de l'autre la barbarie », ou celui plus récent du Cardinal Verdier en réponse à la lettre collective des Evêques d'Espagne : « La lutte titanique qui ensanglante le sol de la catholique Espagne est en réalité la lutte entre la civilisation chrétienne et la prétendue civilisation de l'athéisme soviétique. »

« On s'explique aussi la protestation du Général Franco à la Société des Nations, en mai 1937, où il dénonce au monde entier, non seulement l'illégalité mais l'illégitimité du soi-disant gouvernement rouge de Valence et réclame pour le gouvernement national le droit à être considéré comme représentant la nation espagnole. Dans la seconde partie de son travail, M. Le Fur traite des problèmes de Droit International proprement dit, spécialement de la nécessité impérieuse de la reconnaissance de la belligérance et de l'urgence pour les puissances

de reconnaître vite le nouvel Etat. Les précédents historiques et juridiques invoqués par le professeur Le Fur constituent un magistral résumé de la situation espagnole et des principes d'après lesquels elle doit être envisagée et résolue.

On peut assurer que cette partie de la monographie de M. Le Fur, pleine d'aperçus nouveaux et de réflexions remplies de clairvoyance, aura un véritable retentissement dans les milieux scientifiques et politiques internationaux.

Après avoir montré par des raisons à l'appui que la soi-disant Espagne « gouvernementale » ne réunit aucune des conditions exigées internationalement pour être reconnue comme Etat, l'auteur constate que « le gouvernement Nationaliste, bien qu'en pleine guerre, arrive à maintenir des pouvoirs qu'il occupe un ordre qui frappe les étrangers qui ont pu faire la comparaison » et il ajoute : « Ce n'est plus seulement une reconnaissance de belligérance qu'il s'agit : un nombre de plus en plus grand d'Etats l'ont reconnu de jure ; l'Allemagne et l'Italie en 1936, le Vatican, le Japon et le Mandchoukouo en 1937, l'Autriche et la Hongrie au début de 1938. Le Portugal a été l'un des premiers à reconnaître le nouveau Gouvernement ; il est représenté à Burgos depuis 1936, mais pour des raisons politiques il s'est contenté d'une reconnaissance de facto. »

« Et nous avons vu qu'un nombre important d'autres Etats, sans se décider à faire ce pas décisif, ont nommé auprès du Général Franco des Consuls ou des représentants spéciaux, chargés de s'occuper des questions commerciales, de l'état civil des nationaux, et forcément en pratique, de beaucoup d'autres questions encore, de caractère beaucoup plus politique que commercial. Ces Etats sont déjà au nombre de neuf, dont huit Etats européens, ce qui, avec les cinq Etats qui ont déjà été jusqu'à la reconnaissance du gouvernement, fait qu'une moitié des Etats d'Europe sont dès maintenant en relation régulière avec les nationaux. »

« Et cela paraît bien être la sagesse même, surtout pour les pays qui, comme la France, ont besoin de certains produits qu'ils ne peuvent trouver que dans l'Espagne Nationaliste. Les Etats étrangers seront également amenés à reconnaître un jour ou l'autre le Gouvernement National : il sera évidemment préférable dans leur intérêt même, de ne pas tarder à le faire jusqu'à ce qu'il leur soit impossible d'agir autrement. Le Général Franco qui a coopéré avec la France à la pacification du Maroc a toujours déclaré qu'il avait pour elle une grande sympathie ; mieux vaut ne pas la mettre trop longtemps à l'épreuve et ne pas faire en sorte que la France, l'un des pays les plus intéressés à reconnaître le gouvernement d'un Etat limitrophe, soit la dernière à y résoudre. »

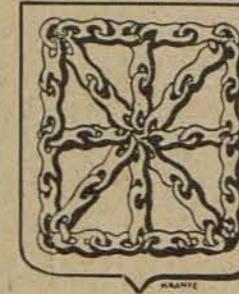
Voici maintenant l'opinion du professeur LE FUR sur les conséquences juridiques des desseins de Barcelone

#### La situation des tiers devant l'aliénation nationale.

« Si le gouvernement de Valence tombe bien-tôt, il est clair que le gouvernement national ne sera pas tenu de respecter des actes faits par un gouvernement sur le point de tomber, et fait précisément en vue de lutter contre le gouvernement qui aurait triomphé, alors surtout que ce dernier a fait savoir à l'avance qu'il se refuserait à reconnaître toute déclaration à des étrangers des mines espagnoles. L'Italie a agi de la même façon à l'égard des derniers actes de ce genre signés par le négoz. et sa décision n'a pas été contestée.

Même au cas où le gouvernement de Valence se maintiendrait, la situation des préteurs étrangers serait loin d'être sûre, car les actes en question auraient été accomplis contrairement à l'article 131 de la Constitution espagnole, encore affirmé en vigueur par les gouvernements mêmes, de sorte que, dans une Espagne revenue à des conditions de vie plus normales, les intéressés, compagnies privées et autres pourraient demander l'« annulation de ces actes. »

## AVIS AUX SPÉCULATEURS L'Aliénation du Patrimoine National



Selon des informations dignes de foi, le soi-disant gouvernement de Barcelone est en train de négocier la concession d'un important crédit auprès de la Banque privée française ; il cherche à l'obtenir en offrant, en échange, la production des mines de mercure d'Almadén et de potasse de Lérida. Il prévoit consacrer le montant du crédit en question à l'achat de matériel de guerre.

#### MANQUE DE CAPACITE JURIDIQUE CHEZ LE PROPOSANT

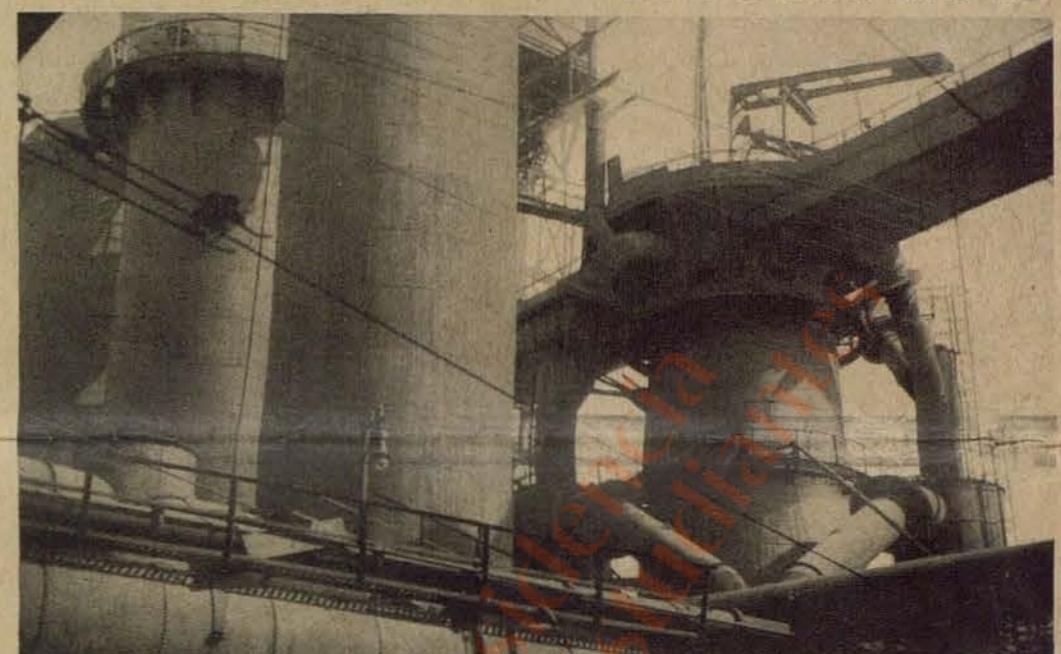
Il ne s'agit pas d'une opération réalisée par une entreprise privée. Un préteur gouvernement agit. C'est un principe du droit universel que quiconque ne possède pas une exacte certitude de pouvoir remplir les clauses auxquelles il s'engage, n'a pas de capacité pour le faire. L'Etat espagnol s'est rendu compte bien clairement de l'exactitude hermétique de tout ce qui précède lorsqu'il a promulgué le Décret-loi du 9 octobre 1937. Or, ce Décret-loi a pour but de protéger notre patrimoine national, en laissant en suspens les actes d'aliénation de la propriété minière. Il ne s'applique pas à une zone donnée de territoire, mais à tout le territoire national, embrassant tout ce qui se trouve sous la souveraineté de notre Etat. Cette mesure, d'une sage prévision, prouve un si excellent dessin que tous ceux qui se sentent véritablement Espagnols auront ressenti, en la connaissant, l'impression que ce Décret-loi représente purement et simplement l'idée de la sauvegarde de notre économie nationale, sans laquelle il est oiseux de parler d'indépendance politique.

liéation et déclare frappée de nullité toute tentative dans ce sens.

#### UN ACCORD QUI VIOLE LA NEUTRALITÉ

Nous supposons que les banquiers français qui ont reçu cette offre ont des conseillers experts en matière juridique. Mais au cas où il n'en serait pas ainsi, nous voulons leur rappeler que la cession qui leur est proposée est dépourvue de validité juridique dans l'ordre international, comme nous allons le voir.

Le Parlement des Etats-Unis voté, le 1<sup>er</sup> mai 1937, une loi de neutralité complétant et amplifiant celle du 31 août 1935. Cette amplification a pour but d'étendre aux cas de guerre civile les préceptes de la loi en question. On y précise à l'avance quelles sont les obligations inhérentes à une puissance neutre, aussi bien au sujet d'une guerre internationale que dans le cas d'une guerre civile. Ce texte légal soutient la doctrine et la pratique de l'abstention. Or, dans cette loi (chapitre III, paragraphe a), et sous le titre *Transactions financières*, on déclare illégal le fait que toute personne habitant les Etats-Unis accorde un crédit à l'un ou l'autre des gouvernements établis dans un Etat en guerre à une guerre civile. La concession d'un crédit dans ces circonstances est considérée comme une conciliation des droits de la neutralité et il est considéré comme nul et faisant l'objet des sanctions suivantes : une amende pouvant arriver jusqu'à 50 000 dollars et une peine de 5 ans de prison. Ce précepte n'est pas une innovation ; c'est l'expression d'une doctrine appliquée universellement en ce qui concerne les devoirs des neutres. Comment peut-on parler de neutralité, — car la neutralité est à la fois abstention et impartialité, — si, sous prétexte de concessions ministérielles, on accorde un crédit à l'une des parties, crédit dont le montant sera destiné à l'achat de matériel de guerre ? Aucun tribunal de Justice Internationale ne pourra sanctionner cette spoliation, car un accord dans ces condi-



BILBAO. L'industrie sidérurgique souffre un an d'anarchie rouge. La majesté et la fierté de ses machines subirent, pendant le régime communiste de Biscaye, une humiliante tranquillité, signe d'impuissance et de pauvreté. Elle renait aujourd'hui dans le rythme optimiste d'un travail méthodique.

#### DEUX SPOLIATIONS SYMBOLIQUES

Nous voulons attirer spécialement l'attention des lecteurs sur les gisements que l'on cherche à offrir à la cupidité supposée des banquiers d'outre-Pyrénées, les mines de mercure d'Almadén et celles de potasse de Lérida.

Les matières premières que l'on estime nécessaires à l'entretien d'une guerre sont au nombre de vingt-huit ; il y a parmi elles le mercure qui, comme on le sait, outre qu'il est fort employé pour les appareils scientifiques de précision, est utilisé à la préparation de détonateurs. Il faut signaler que si l'on consulte le tableau de la production mondiale, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Japon, entre autres grandes puissances, manquent totalement, ou presque, de mercure.

D'après les statistiques officielles de 1933, la production mondiale de mercure atteignait cet année-là, le chiffre de 2 000 tonnes. L'Espagne figure en tête de cette production avec 815 tonnes ; c'est-à-dire que si l'on en excepte la production italienne (610 t), notre pays dépasse largement le reste de la production mondiale. Cette situation place entre nos mains le contrôle de ce métal.

Cet état de choses n'échappa pas à nos ancêtres ; la III<sup>e</sup> loi, chapitre XVII, livre IX, de la *Novísima Recopilación* déclarait que les mines de mercure faisaient partie de la couronne et comme telles, étaient inaliénables. Cette tendance est ratifiée et accentuée dans la III<sup>e</sup> loi promulguée à Valladolid par Philippe II, le 10 janvier 1559, et dont les mesures étaient applicables à notre empire colonial. Il a fallu l'inénarrable impudence des dirigeants de Barcelone pour rompre avec cette tradition espagnole, vieille de plusieurs siècles.

Les gisements miniers de Lérida sont des gisements de potasse. Sur ce point encore, nous remarquons la caractéristique suivante : l'Espagne occupe la troisième place parmi les nations productrices du monde, immédiatement après la France. A tel point que le cartel franco-allemand de la Potasse qui contrôlait le marché mondial, ayant été constitué en 1924, il a fallu plus tard y inclure l'Espagne dans la proportion de 14 %.

Ces deux productions minières, non seulement elles constituent une base irremplaçable pour les transactions commerciales à venir, mais elles représentent un gage précieux pour l'avenir. Nous voulons parler de l'instauration d'un système mondial d'internationalisation des matières premières, de plus en plus à prévoir.

Mais, ayant sous les yeux les renseignements qui précèdent, les Espagnols possédant un certain sens logique pourront juger qui incarne, dans ces jours historiques, la défense des intérêts sacrés de la patrie ; si ce sont ceux qui veulent offrir à l'étranger les restes avilis des attributs de notre souveraineté, ou l'Espagne nationale qui, avec une remarquable prévoyance, prend les devants contre toute manœuvre possible d'u-

tions comporte un vice de forme qui fait qu'il manque de toute validité juridique.

#### LES DEUX RISQUES

Même en faisant abstraction des considérations qui précèdent il faudrait se souvenir de ce que nous exposons ci-dessous.

D'une part, le gouvernement national a déclaré catégoriquement qu'il ne reconnaîtrait pas les accords projets. Ce refus n'a pas été formulé par occasion, *a posteriori*, bien au contraire, le Décret-loi du 9 octobre n'a pas été promulgué dans le but d'annuler un fait qui s'était déjà produit, mais antérieurement à ce fait lui-même. Il constitue une mesure pour l'avenir et dans des termes d'une grande ampleur. Les banquiers qui ont été sollicités doivent se rendre compte également du caractère indubitablement *irréversible* de la mesure proposée, dictée par le désespoir et alors que l'approche irrémédiable de la défaite prive ceux qui vont être chassés de toute notion de mesure.

L'autre péril n'est pas moindre ni moins évident que le précédent. L'une des mines offertes se trouve en Catalogne et n'appartient pas théoriquement et réellement au gouvernement qui l'offre. Cela pour trois raisons : 1<sup>o</sup> il s'agit d'une mine socialisée ; 2<sup>o</sup> elle est contrôlée par la F. A. I., qui dans aucun cas n'admettrait l'exploitation par une entreprise étrangère, celle-ci n'acceptant pas philosophiquement sa propre ruine en se résignant à subir le système anarchique fait de destruction plutôt que d'exploitation ; 3<sup>o</sup> le moment venu de signer l'accord proposé, une question de compétence se posera inévitablement entre le soi-disant gouvernement de Barcelone et la généralité de Catalogne.

Cela revient à dire qu'il faudrait ajouter, à la notion juridique du pacte, l'absence totale de garanties en ce qui concerne son accomplissement.

#### NOTRE LOGIQUE

Et maintenant, nous pouvons citer, entre autres nombreux, un témoignage irréfutable : nous avons publié en 1925 un ouvrage, épousé depuis longtemps, intitulé : *L'Impérialisme du pétrole et la paix mondiale*. Nous y avions étudié minutieusement le problème posé par l'article 27 de la constitution mexicaine, qui décrète la nationalisation du sous-sol (c'est maintenant tout le contraire, c'est une aliénation que tente de réaliser le gouvernement de Barcelone).

Ramon Serrano Suner ayant demandé l'opinion objective des juristes européens, nous répétons nous-mêmes ici ce désir en faisant spécialement allusion à nos collègues de Droit International, au sein duquel nous avons toujours travaillé pour servir la devise *Justitia et Pace*, avec le souci de créer une conscience juridique propre à éliminer tout ce qu'il y a de trouble dans ces tentatives.

CAMILO BACÍA TRELLES,

Professeur de Droit des Gens, membre de l'Institut de Droit International, Professeur à l'Académie Internationale de La Haye.

## L'ESPAGNE ET LE CHRISTIANISME

## TÉMOIGNAGES

## L'ÉPISCOPAT CANADIEN

« L'Espagne s'est acquise la compassion fraternelle de tous les catholiques... » Les évêques des trois provinces canadiennes : Québec, Montréal et Ottawa, ont adressé la lettre suivante au cardinal Gomá, primat d'Espagne.

Vénérables frères,

La très noble nation espagnole, déchirée par la guerre la plus sanglante et la plus douloureuse, et, entre temps, décorée non seulement de la palme du courage chrétien, mais encore de la guirlande du martyre, fixe les regards du monde entier et s'est acquise la compassion fraternelle de tous les catholiques.

C'est pour cela que nous, les évêques des trois provinces du Canada, à savoir : Québec, Montréal et Ottawa, réunis aujourd'hui à Québec, nous avons lu avec émotion la lettre collective que vous avez, vénérables frères, adressée, avec une unanimité angloise, aux évêques du monde entier. Avec quel chagrin nous nous associons à votre innombrable douleur ! Avec quelle effusion nous vous déclarons notre bienveillance et notre commisération pour vous, pour votre très glorieuse patrie et pour vos chers peuples affligés.

Pour vous prouver ces sentiments, nous redoublons de ferveur dans les prières que nous avons déjà commencées de réciter à la Sainte Messe, contre les persécuteurs de l'Eglise et contre ceux qui font le mal. Nous sommes persuadés que Dieu, par égard pour ses élus, abrégera les jours de la tribulation et qu'il restaurera la paix au royaume du Christ.

Voilà, vénérables frères, ce que nous tenions à vous déclarer. Et, en vous donnant le baiser de paix, nous nous proclamons vos frères, unis à vous par la religion comme par l'affection pastorale.

Québec, le 28 septembre 1937.

Pour les archevêques et évêques des trois provinces de Québec, Montréal et Ottawa :

Signé : I. M. RODRIGO, cardinal VILLENEUVE ; OMI, archéologue de Québec.

Postérieurement à cette lettre, le cardinal Villeneuve a eu l'occasion de donner une preuve solennelle de son amour pour notre patrie.

C'était le jour du Christ-Roi. Le cardinal Villeneuve, s'adressant à la foule massée dans le Colisée, parla avec clarté des devoirs que la sainte religion impose aux catholiques et fit allusion aux ruses de la propagande communiste en ces termes énergiques : « Sous prétexte de rendre hommage à une démocratie morbide, on évoque le fantôme d'un fascisme illusoire et, entre temps, nos ennemis gagnent du terrain et finissent par se moquer de nos scrupules juridiques. » Et, appliquant la chose au cas spécial de l'Espagne, il ajoutait, dans un passage dont il affirmait avoir mesuré les expressions : « Il est vraiment surprenant que, en ce qui concerne la guerre d'Espagne, on veuille nous faire croire que ce sont les trois cent mille victimes : évêques, prêtres religieux et fidèles, qui ont été les bourreaux. »



Groupe formé par le colonel Bautista Sanchez Gonzalez, le président du chapitre, Sr Pelaez le colonel Capalleja, vainqueur de Covadonga.



TOLEDE. Palais de Banzon.

La population avilie détruit, ici aussi, tout ce qui était grandeur, souvenir et beauté.

## Le cardinal primat de Belgique

Le Cardinal Van Roey, Primat de Belgique, Archevêque de Malines, personnalité éminente du clergé catholique européen, a adressé, en date du 16 janvier 1938, une intéressante lettre au docteur Isidro Gomá, Cardinal Archevêque de Tolède.

Etant donné la personnalité de l'illustre Prétat, nous croyons utile de faire connaître ce document par quelques-uns de ses paragraphes principaux. Dans cette lettre, l'Archevêque de Malines rappelle que, dès le mois de décembre 1936, plusieurs mois avant la lettre collective de l'Épiscopat espagnol, l'Épiscopat belge avait adressé une lettre collective, où il était dit, notamment :

« En Espagne, depuis que les communistes se sont emparés du gouvernement de Madrid, la guerre civile, déjà assez funeste, par elle-même, s'est aggravée d'une horrible guerre religieuse. Sur tout le territoire où règne le communisme, se répand une orgie interne d'incendies d'églises et de couvents, d'assassinats d'évêques, de prêtres, de religieux et de religieuses, exterminant sans pitié les personnes et les choses qui représentent la religion catholique. Inclions-nous respectueusement devant ces nobles victimes d'une haine satanique du nom chrétien, car nous sommes en droit de penser qu'ils ont gagné la paix du martyre, dans le sens propre et élevé du mot. Cette guerre a pris, par conséquent, le caractère d'une lutte à mort entre le communisme matérialiste et athée, et la civilisation chrétienne de nos vieux pays occidentaux. »

Le Prétat parle ensuite de la traduction, de la diffusion et de la publication, par son ordre, de la lettre des Évêques espagnols, dans la presse catholique du pays. Le Cardinal Van Roey parle même de sa propagande personnelle en faveur de la cause de l'Eglise espagnole, par ses conférences sacerdotales.

Il défend, en premier lieu, le droit des Évêques à se prononcer dans une lutte comme celle qui se déroule en Espagne, et indique une ligne de conduite à ses fidèles :

« En prescrivant aux fidèles leur ligne de conduite dans ce cas, et dans d'autres semblables, l'autorité ecclésiastique ne sort absolument pas de sa fonction spirituelle, ne fait pas de politique, ne dépasse pas les limites qui lui sont assignées : elle ne fait que remplir sa propre mission, qui consiste à veiller sur le droit de l'Eglise et sur le salut des fidèles. »

Il parle ensuite du cas des dirigeants basques, dans les termes suivants :

« Nous avons sous les yeux, en ce moment, un autre exemple terrible : le cas des Basques. Malgré l'interdiction formelle de leurs Évêques, quelques catholiques ont fait cause commune avec les communistes, alors que ceux-ci exterminent à feu et à sang, l'Eglise catholique en Espagne. Ils payent maintenant cette erreur lamentable par les maux qu'ils ont attirés sur eux-mêmes et sur leur pays. »

Finalement, le Primat de Belgique promet à l'Eglise d'Espagne que son assistance ne se bornera pas à son adhésion réconfortante, aux instances actuelles :

« Ces actes et beaucoup d'autres, sur lesquels je ne veux pas insister, prouvent, mieux que les témoignages purement verbaux, que la cause de l'Eglise en Espagne nous est très chère et que nous sommes disposés à secouer de toutes les façons vos efforts. En particulier, je veux promettre à Votre Eminence que, quand le culte pourra être rétabli dans toute l'Espagne, les catholiques belges feront largement leur devoir et manifesteront leur générosité vis-à-vis des églises dévastées. »

« C'est un factieux intégral... »

Tout en regrettant de ne pouvoir consacrer plus d'espace à cet incident, nous voulons, néanmoins, en rendre compte, en un bref « témoignage ». Le Père Anselmo Polanco, évêque de Téruel, fut fait prisonnier par les rouges, au début du mois de janvier. La radio et la presse marxistes laissent vite comprendre tout ce qu'elles espéraient tirer pour leur propagande de la capture du haut dignitaire ecclésiastique. Une rectification du prélat, signataire de la lettre collective de l'Épiscopat espagnol, pouvait représenter le premier changement observé dans la conduite de ce clerc qui avait donné seize mille martyrs, « sans une seule apostasie » (suivant le magnifique mot de Claudel). En d'autre part, le fait de renoncer à l'assassinat de l'évêque montrera au monde un autre changement : celui de la conduite des rouges espagnols vis-à-vis de l'Eglise. Dans cette double intention, on publia deux prétendues déclarations du prélat, proclamant la correction avec laquelle il avait été traité comme prisonnier, et un ministre en conclut qu'il serait autorisé à accomplir les devoirs de la fonction religieuse.

Mais, soudain, presse et radio marxistes cessent de parler de ce cas. Que s'est-il passé ? La vérité est facile à découvrir. Il suffit de lire *El Dia grafico* de Barcelone, du 28 janvier 1938. On y voit que, décidément, le P. Anselmo Polanco, évêque de Téruel, ne peut servir à rien pour la propagande rouge. Prisonnier, son esprit et ses discours sont comme du temps où il était libre. Ce n'est pas un apostat. Il a l'âme d'un martyr, comme tous ses frères.

Un écrivain nord-américain, Lawrence A. Ferns-wort, « ami de l'Espagne et de la Catalogne », d'après *El Dia grafico*, a été le visiter dans sa prison. Mise à part la déformation imposée, sans aucun doute, à ses paroles, par le journaliste nord-américain et par le journal espagnol, cette référence nous suffit pour savoir que l'évêque prisonnier, répondant à la question : « Comment pourra-t-on arriver à une paix durable entre les Espagnols ? » a répondu :

— La seule façon de terminer la guerre, c'est que Franco obtienne la victoire.

Lorsque le journaliste lui parle des volontaires italiens, le prélat riposte :

— Nous sommes des frères unis par une cause commune.

Autre réplique, au sujet de la question basque :

— Les Basques étaient séparatistes et ils désiraient séparer l'Eglise de l'Etat. L'Eglise basque a souffert de cette séparation qui voulait conduire la véritable Eglise catholique à la perversion et au schisme.

Les questions posées, le récit de l'entrevue, tout obéit à une intention que l'on devine. Mais à travers tout, cette vérité demeure : l'évêque de Téruel n'a pas peur et il ne rectifie rien. Et cela met en colère *El Dia grafico*, qui consacre à ce cas, dans le même numéro, un article de tête intitulé : « L'évêque de Téruel est un factieux intégral » et qu'il termine en réclamant son exécution, en ces termes :

« Tel est, peint par lui-même, l'évêque de Téruel... Que la loi s'accomplisse ! Quoiqu'il ait trahi le peuple le 6 octobre, c'est pour avoir refusé de seconder la rébellion contre la République que fut fusillé à Burgos le général Batet, chef de la Maison militaire du néfaste président de la République Alcalá Zamora, et décoré de l'ordre de Saint-Ferdinand pour son obéissance aveugle au gouvernement pendant les deux années de radicalisme. »

*El Dia grafico* obtiendra-t-il ce qu'il demande ? Nous ignorons les intentions du gouvernement rouge sur le sort du P. Polanco. Nous savons, tout au moins, qu'il n'a pas obtenu ce qui lui tenait tant à cœur. L'évêque de Téruel sera peut-être un martyr de sa foi. Ce qu'il n'est pas — et cela ils ont dû l'avouer — c'est un apostat.

## L'ÉPISCOPAT PHILIPPIN

L'Archevêque de Manille, le docteur Miguel O'Doherty, a adressé aux Prélats espagnols une lettre pleine d'émotion dans laquelle il proclame son attachement à l'Eglise espagnole, au Mouvement National et à son Chef. La presse espagnole reproduit intégralement ce document, voici les principaux passages :

« Tous les évêques philippins, unis dans les mêmes sentiments et dans les mêmes idées, sympathisent et ils malgré la propagande impie et sectaire, avec les aspirations de la nouvelle Espagne reconnaissent et font leurs lois légitimité et la noblesse de la cause que défendent le généralissime Franco, l'Épiscopat espagnol et tous les bons Espagnols qui luttent aux côtés du Chef glorieux pour le salut religieux et économique de l'Espagne. »

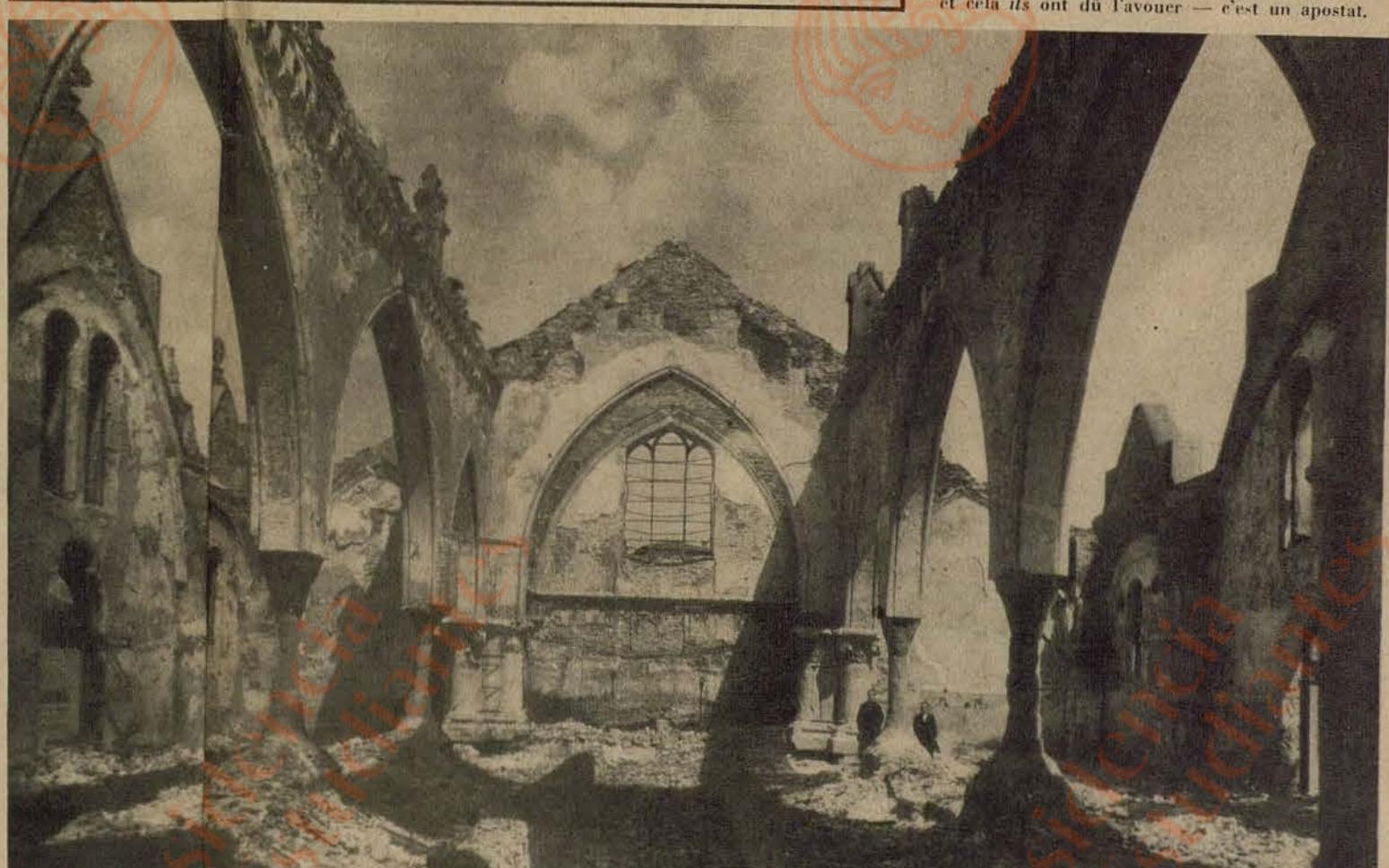
« En même temps, nous nous rendons parfaitement compte de ce que peuvent être les sentiments de profond amertume qui étreignent en ces moments crus les coeurs de l'Épiscopat et du peuple catholique espagnol devant la destruction de tant de monuments, devant les ruines de tant d'églises, en face de l'assassinat de tant d'Espagnols innocents. Avec ferveur, nous faisons notre la noble cause défendue par le Généralissime Franco ; avec la même ferveur, nous nous y associons, et nous partageons la juste douleur qu'inspire à nos frères de l'Épiscopat espagnol la destruction de tout ce qui signifie la religiosité de cette nation espagnole que nous chérissons. Non, Espagnols, mes Frères, vous n'êtes pas seuls : tout l'Épiscopat philippin déploré avec vous cette terrible situation. »

« Un grand espoir cependant nous soutient : celui du prochain triomphe de la cause nationaliste. Nous avons déjà vu à l'horizon une Espagne neuve, grande, libre, aurore des rayons splendissants d'une religion mieux comprise et d'une économie plus vigoureuse. Dieu ne peut pas faire moins que d'aider ceux qui luttent pour les intérêts religieux et le salut de l'Espagne. »

## L'ÉPISCOPAT ROUMAN

Le patriarche Iosif, primat de l'église roumaine, a adressé une lettre d'un extrême intérêt à représentants du gouvernement de l'Espagne nationaliste à Bucarest. Nous entrons cette phrase :

« Nous prions également Dieu, notre Seigneur, qu'il donne la victoire aux armées du général Franco, affûte la fibre et historique Espagne — notre sœur latine — recouvre l'ordre et la tranquillité et, une fois effacées les traces de la guerre fratricide, retrouve la place d'honneur qui revient parmi les peuples de l'univers dans l'histoire de l'humanité. »



Shearriennes ruines d'une église après le passage des rouges.

## Noe commune douleur

Monseigneur Grégoire Pierre Agagianian, patriarche arménien de Cilicie, au nom des autoriphiques d'Arménie, a envoyé aux évêques espagnols un message en réponse à leur lettre collective.

En voici les passages :

Votre admirable collective, écrite avec le sang le plus pur de vos vénérables frères en épiscopat, de héroïque clergé et de vos intrépides fidèles — tous martyrs content et glorieux martyre — a trouvé un écho d'admiration ému et de vénération profonde dans le cœur de pasteur de l'Arménie martyre, dont les pages d'histoire les plus glorieuses écrites, elles aussi, avec le sang versé, dans ce dernier quart de siècle, par ses évêques, clergé et ses fidèles martyrs. »

Reunis en synode pour nommer le successeur du vénérable patriarche de Cilicie, défunt, tous nos évêques et nos évêques désirent communiquer à leurs frères d'Espagne, pour les assurer une commune douleur devant tant d'horribles destructions fratricides, le témoignage de l'admiration la plus émue pour tant d'actes d'héroïsme et leur plus ferme prière pour la paix chrétienne, en cette province si privilégiée du royaume du Christ.



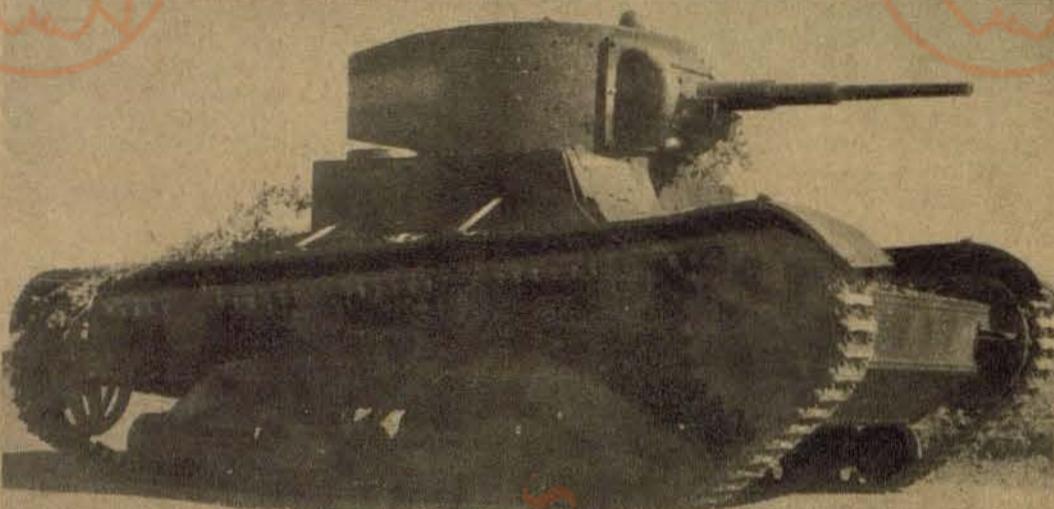
Un Enfant-Jésus décapité.

# UNE CAMPAGNE

## La bataille d'Extremadoue

Le 30 janvier, à la suite d'une attaque marxiste dans le secteur de Jaca, les forces marxistes se trouvaient considérablement éprouvées. Le même jour, les forces de l'armée du Sud entreprenaient une action autour des Sierras du front de la Granja de Torrehermosa. Le jour suivant, l'intérêt des opérations paraissait se concentrer vers l'armée du Centre. Le calme régne pendant quelques jours sur tous les fronts, et la semaine se termine — 3 et 4 février — par des contre-attaques marxistes dans les secteurs du sud et la progression des lignes nationales.

Il faut signaler les opérations qui se sont déroulées dans le Sud, sur le front touchant aux limites des provinces de Cordoue et de Séville, dans le secteur de Granja de Torrehermosa ; ces opérations se déroulent en pleine région montagneuse, dans la Sierra Morena. Dans cette région, coupée de montagnes et de hauteurs fortifiées, l'armée nationale a réussi à couper le front marxiste sur une longueur de 25 km. Le 30 janvier, les forces de l'armée du Sud commencèrent à esquisser un très vaste mouvement enveloppant qui, partant des bases proches de Granja de Torrehermosa et Fuente Ovejuna, rejoignit les montagnes des Sierras d'Acebuchete, Quemada, Ducado et Herrera, embrassant une étendue de terrain considérable débordant un grand nombre de positions ennemis.



Un tank russe pris sur le front de Teruel.

Outre les Sierras totalement occupées par l'armée nationale, l'habileté de cette manœuvre enveloppante permit d'occuper les positions élevées de la Loma del Mardón, Quejido, Guardo de los Picadillos, et toute la Sierra de Cerro Majado. Les importantes mines de plomb de Santa Barbara sont comprises dans le terrains occupé par les forces nationales, soit 25 km. sur 8 km. de profondeur.

Déconcertés et démoralisés, plus de 250 prisonniers tombèrent entre les mains des nationaux le premier jour, et le nombre des morts enterrés dépassait 300 ; les unités marxistes se trouvaient décimées, aussi bien du fait du nombre des miliciens ayant passé dans les rangs nationaux à la faveur de la confusion, que de la démolition.

On a pu s'en rendre compte clairement à la faiblesse de la réaction marxiste. Les forces rouges ont toujours eu comme tactique de contre-attaquer immédiatement les positions occupées par l'armée nationale.

Cette tactique semble absurde, car les

marxistes abandonnent facilement des positions avantageuses à la première poussée des nationaux et se livrent à une tentative d'attaque pour chercher à s'en emparer de nouveau le lendemain. L'ébranlement de leur moral devant la Granja de Torrehermosa a été la cause que les marxistes n'ont pu réagir au bout de quatre jours : le 3 février, quatre attaques successives ont eu lieu contre les positions occupées dernièrement par les nationaux. Ces quatre attaques, repoussées très énergiquement, ont permis à l'armée du général Franco de se livrer à une nouvelle avance moyenne de 5 km. de profondeur au-delà de la ligne précédente. Les marxistes tentèrent, par des renforts venus de leur arrière, de couper la ligne nationale entre ses positions de Blazquez et Peraleda de Sausejo, vers Salto del Gamo, par une attaque appuyée par des tanks russes. Cette attaque ayant été repoussée, les forces nationales poursuivirent les assaillants, leur enlevant toute une ligne de fortification en pleine montagne, près des limites des provinces de Séville et de Cordoue et occupant les positions et les Sierras de María Mingo, Cerro Muro, Cerro Montano, Collado de la Mujer, et Sierra de Gamarra ; le front dans ce secteur s'étend considérablement et les fortifications du front marxiste dans une des zones des plus abruptes de la Sierra Morena sont définitivement coupées.



La conquête par les Nationaux, de l'importante position de Santa Barbara.

## Rapide victoire tactique



De nouveau en une campagne courte et magnifique — seulement trois jours de lutte — l'Armée nationale a affirmé sur les terres austères, abruptes et ondulées du front d'Aragon, la force de ses vertus guerrières et de sa technique militaire.

En résumé, ces opérations militaires, qui se déroulèrent sur l'initiative des forces au Général Franco, le 5, le 6 et le 7 du mois en cours, ne sont qu'une grande démonstration de la pleine maturité et de la complète efficacité de cette machine importante et compliquée que constitue une armée d'opérations : le cerveau, qui est la science du commandement et sa capacité conductrice; le muscle, qui est la poussée et l'agilité de la troupe, sa possibilité de mouvement et sa capacité de résistance. Et le commandement qui mène et le soldat qui exécute unis dans une même morale élevée qui ne se relâche jamais. La morale dans la guerre du Sud, celle de l'avance sur Madrid, celle de la lutte du Nord — campagnes de Biscaye, de Santander, des Asturias ; la morale de l'avance sur Téruel, les 29, 30 et 31 décembre de l'année dernière.

Une armée en marche a exposé sur les terres du Bas Aragon, situées entre la Sierra Palomera et le lit de la rivière Alfambra, la plus belle leçon de stratégie et de tactique militaires. Courte leçon qui en trois jours achevait la beauté esthétique de l'œuvre par sa précision, son harmonie et sa virtuosité d'exécution et qui a satisfait en même temps aux deux grandes finalités de toute guerre : conquête pour l'Espagne nationale d'une surface de plus de cent kilomètres carrés de sol rouge, destruction, dans la lutte, des forces de choc les plus puissantes et les plus aguerries que comportait l'armée ennemie.



Le général YAGÜE.

Sierra Palomera, la suit parallèlement et s'en éloigne à partir de la hauteur de Villarquemado pour aboutir à gauche du village et du massif de Celadas, positions nationales qui les défendent.

Deux circonstances déjà notées dans ce bref résumé créent une situation favorable aux agissements marxistes dans ce secteur : la proximité du front appuyé à une route et, près d'elle, à une voie ferrée d'une importance vitale pour la résistance à l'action nationale dans les secteurs de Teruel ; le contrefort naturel d'appui à la ligne rouge que formait la sierra Palomera. Cette chaîne montagneuse, parallèle à la route déjà citée — depuis Rubielos de la Cerida jusqu'aux abords de Celadas — forme une formidable muraille d'une altitude maxima de 1.529 mètres. On y creusa de magnifiques tranchées avec des lignes de ciment armé, des positions



Le général MONASTERIO.

Portarrubio, Rubielos de la Cerida et Celadas. Au milieu de cette matinée de bombardement infernal, d'allées et venues incessantes de l'aviation nationale, les fortifications rouges avaient disparu sur les points attaqués et les unités de choc nationales se lançaient à l'assaut sur les décombres amoncelés. A l'extrême Nord du front des opérations, le général Yagüe avançait maintenant à marche forcée sur les objectifs, de Vivel del Rio Martin sur Cervera del Rincon, de Portarrubio — dans deux directions — sur les villages de Corbaton et de Pancrudo. Et dans le cours de la journée, par une avance qui rappelait par son élan et son impulsion les marches vertigineuses des parcs Séville-Madrid, il s'empara de ces villages et de ceux du col, Cuevas de Portarrubio et Alpene, sa route vers le Sud restant pleinement ouverte. Une fois le front rompu également dans le secteur de Rubielos, les forces de groupement du général Monasterio se lancèrent à l'assaut, par la brèche ouverte. Ces forces comprenaient, à côté d'unités divisionnaires du type technique courant, une division complète de cavalerie. Ce fut peut-être le plus beau spectacle de la campagne de ces derniers jours. Les forces de cavalerie du général Monasterio dans leur marche de Rubielos de la Cerida jusqu'au village d'Alfambra ont coupé en diagonale le champ de combat, parcourant en trois jours plus de 50 kilomètres. Le premier jour des opérations, ils franchirent la zone nord des chaînes de la sierra Palomera et les Allos de la Pedriza. Les jours suivants, les escadrons déployés avancèrent sur les terres ondulées qui vont vers l'Alfambra, magnifiquement formés, et protégés dans l'air par les escadrilles d'avions. Leur attaque fut merveilleuse par son élan et sa rapidité, irrésistible en son efficace pourvoir de l'ennemi qui fuyait démodisé devant les cavaliers espagnols.

La figure magnifique du général Monasterio rappelait sur les champs desséchés d'Aragon ses grandes prouesses de cette guerre : son invraisemblable avance dans la sierra de Gredos, quand ses escadrons prirent d'assaut le col del Pico, et ses charges étonnantes sur la Sagra tolédeane quand, avec sa colonne montée, il couvrait l'armée qui avançait sur Madrid.

Le général Monasterio a rajeuni la vieille école des cavaliers espagnols, en l'adaptant aux nécessités et aux exigences d'une tech-



Le général ARANDA.

Phot. Jalon Angel.



I. — Le front au départ et le terrain de la lutte.

Entre les postes nationaux avancés de Vivel del Rio Martin et de Celadas, dans les secteurs situés au Nord de Téruel, la ligne de positions de stabilisation du front dessinait une ample courbe au tracé continu mais sinuex, orientée Est-Ouest-Sud. Les villages nationaux qui limitaient cette ligne du front étaient : Vivel, Portarrubio, Cora, Rubielos de Cerida, Buena, Singra, Torre la Garcel, Torremocha, Villarquemado et Celadas.

C'est-à-dire que, tracée sur le plan ou sur le terrain, on voit que cette grande courbe, à la hauteur des villages de Singra et de Buena, se rapproche de la route de Saragosse à Téruel, puis, par les secteurs de la

imprenables, nids de mitrailleuses à tirs croisés, fruit du labeur intense de préparation défensive des forces marxistes pendant les longs mois de calme sur le front stabilisé. Profitant de cette double circonstance, les chefs marxistes avaient tenté, pendant le dernier mois de janvier, de couper la route de Téruel dans les secteurs immédiatement voisins de la sierra Palomera, Singra, Buena, Villarquemado et Torremocha mais leurs attaques avaient échoué devant la ferme résistance de la ligne nationale qui convertit en grande déroute rouge les essais offensifs de l'adversaire. Mais l'habileté du mouvement réalisé par l'Armée nationale, refusant d'engager la lutte sur la zone bien établie et si favorable à son ennemi consiste à chercher comme terrain de rencontre la campagne qui, au dos de la sierra Palomera, s'étend en coteaux ondulés jusqu'à la vallée de la rivière Alfambra. Les accidents d'une chaîne si abrupte ne peuvent laisser prévoir que, quelques kilomètres à l'Est, le paysage s'ouvre de façon si radicale. Les hauteurs de Palomera s'abaissent, une nouvelle sierra moins longue et moins compliquée, celle de Camanas, s'alligne aussi sur le terrain. Mais une fois celle-ci passée, le terrain se transforme en une plaine légèrement accidentée qui descend jusqu'aux rives de la rivière Alfambra.

C'est le terrain de la lutte de ces jours-ci. Une fois de plus, la manœuvre de l'armée du général Franco a vaincu l'obstination constructive des marxistes. La sierra Palomera n'a pas été attaquée de front. Ses défenses furent inutiles. La bataille répondant précisément à l'initiative nationale s'est résolue dans les champs voisins de l'Alfambra.

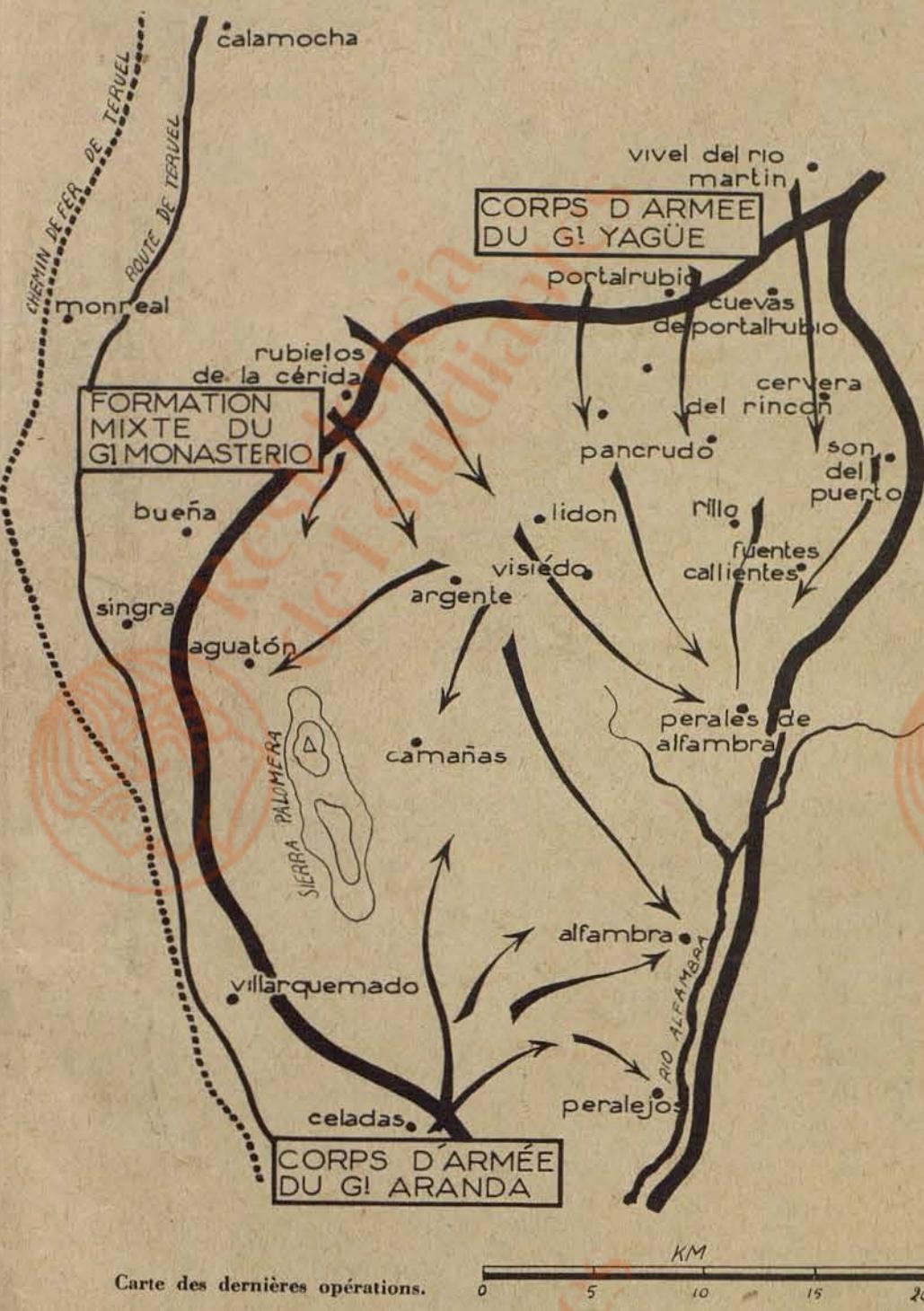
II. — Caractéristiques du combat.

Le 5 février, à la première heure, l'opération commença moyennant une formidable préparation de bombardement combiné entre l'artillerie et les forces aériennes. Par sa précision et son intensité, elle fut parmi les plus complètes et les plus dures de celles qui se déroulèrent pendant cette guerre d'Espagne. Il s'agissait d'ouvrir une brèche dans le front solidement stabilisé de ces secteurs, en choisissant pour la pénétration des forces agissantes quatre points distincts sur la puissante ligne des positions marxistes : Vivel del Rio Martin,

qui s'affaiblissait dans le trépidement des forces actuelles. Et il a démontré ces jours-ci, par la grande leçon de guerre expliquée par les forces espagnoles sur le front d'Aragon, la vitalité et l'efficacité de son armé si noble.

Dans les secteurs du sud — axe droit de cette grande opération — avançait le corps d'armée expéditionnaire de Galice, commandé par le général Aranda. Une fois rompu le front de Celadas, ses forces se déployèrent en éventail. Au nord elles flanquent l'extrême droite de la sierra Palomera. Au nord-est, elles se dirigent vers les rives de l'Alfambra. La lutte fut peut-être plus dure dans le secteur de ce corps d'armée qui avançait dans la zone abrupte et montagneuse où se rejoignent les chaînes de Laomera et le massif des Celadas.

# DE TROIS JOURS



Carte des dernières opérations.

III. — Lignes de pénétration et manœuvre

Une fois le front marxiste rompu le premier jour aux quatre points indiqués, et une fois réalisée la pénétration dessinant sur la carte une ligne qui, partant de Son del Puerto, un peu en avant de Pancrudo, s'achève sur la ligne du front, à la hauteur de Buena sans atteindre Lidon, s'ébauche sur les secteurs du nord la vaste manœuvre nationale qui devait couper les forces marxistes qui défendaient toute la ligne de tranchées de la sierra Palomera. L'opération fut remarquablement préparée et l'encerclement s'acheva sur deux lignes distinctes dirigées du nord au sud. La principale, contiguë à la chaîne, profita de l'attaque réalisée dans la sierra de Gamana par les forces du général Aranda qui montaient de Celadas et celles de la cinquième division — partie de la formation Monasterio — qui, d'Argente, dévierent vers l'ouest. Mais, en même temps, le troisième jour — 7 février — l'opération se complétait, et tout le grand front d'opérations se fermait sur la ligne Vivel-Cervera del Rincon-Alfambra, et tout le cours de cette rivière.

Sur cette seconde ligne — distante au centre du front d'un trentaine de kilomètres du point de départ — venaient s'unir les forces du général Yagüe et du général Aranda par un mouvement convergent nord-sud et sud-nord. Quant à celles du général Monasterio, elles arrivaient à marches forcées de cavalerie dans la direction nord-est-sud-ouest. Ainsi se dessine comme une leçon ou comme un théâtre tracé au tableau noir, la merveilleuse opération tentée entre Palomera et Alfambra. Sa réalisation sur le terrain s'opéra avec une exactitude et une précision réellement mathématiques. Malgré une très forte résistance ennemie, le mouvement des forces nationales surpassa les difficultés créées par l'abondance des réserves marxistes et se déroula avec la perfection d'une campagne d'instruction et d'une expérience tactique.

Au milieu du second jour tout le massif de Palomera était isolé par Camanas. Et le troisième jour, l'armée du général Franco s'empara des villages de Perales et d'Alfambra. Toute la masse rouge dispersée sur le champ de bataille, restait isolée.

Puis les jours suivants, la cavalerie parcourut le terrain de la lutte, le nettoyant des foyers marxistes désespérés, qui résistaient encore sur le champ de bataille : plus de 7.000 prisonniers marxistes en déroute. Des pertes — indépendamment du chiffre antérieur — qui dépassent 15.000 hommes, matériel incalculable, dépôts de munitions, ambulances. Et, à l'arrière-garde, au delà de la ligne d'Alfambra, la vieille image de la déroute : les soldats démoralisés qui fuient par les chemins, les camions embourrés sur les routes, les bataillons qui se rendent en masse et l'aviation nationale observant les progrès de la déroute marxiste.

Voilà la campagne de trois jours qui se déroula sur les champs d'Aragon — entre Palomera et Alfambra. Une fois de plus le court exposé d'une leçon de guerre. L'Armée Nationale, du chef au dernier des soldats, a démontré sur le terrain de la lutte les valeurs militaires et l'art de vaincre dans la guerre. Avance d'un millier de kilomètres carrés en trois jours. La défaite complète d'un corps d'armée marxiste. Et cependant l'exemple de ces jours-là en dit plus que le triomphe complet et immédiat. Il montre les possibilités magnifiques de l'armée nationale, sa position dominante et décisive pour l'avenir de la guerre.

## Dernière heure

### TERUEL SE REND

La bataille de Téruel atteint son point culminant, le mardi. Les troupes nationales, après avoir franchi l'Alhambra, ont contourné les fameuses positions dominant la ville et les ont prises d'assaut. Les formidables retranchements de Santa Barbara et d'El Mansueto sont tombés aux mains des nationaux, après une lutte ardue. Devant les troupes de Franco s'alignaient les brigades internationales...

Celles-ci se réfugièrent à l'intérieur de la cité-martyre, épargnée par l'artillerie et l'aviation nationalistes, selon les ordres du général Franco.

Peu de temps après tombait le village de Valdecebro, situé à 2 kilomètres de la ville.

Toutes ces positions ont permis l'encerclement virtuel de Téruel. La route de Sagonte, la dernière qui unissait Téruel à l'arrière marxiste, a été coupée à 5 kilomètres au sud de la ville. La marche vers la mer commence.

L'opération d'encerclement consista à déborder les lignes par le sud et on employa, pour cette opération, les divisions de Galice, de Castille, de Navarre et les forces marocaines. Ce vaste mouvement enveloppant fut complété par un mouvement de forces dans les secteurs du sud-ouest.

Dans les faubourgs, les troupes nationales occupaient déjà, le 20, la plaza de toros et la maison des Syndicats.

L'investissement se poursuit méthodiquement.

Ce renversement prodigieux de la situation confirme que la surprise de Téruel n'avait changé nullement les plans de l'état-major nationaliste. Le fait que la ville n'a pas été enlevée d'assaut prouve que moins que la conquête, on cherche l'anéantissement des brigades de choc rouges, qui sortent durement éprouvées. La menace sur les lignes de communication dans le Levant se précise.

La bataille de Téruel donne l'impression d'un flétrissement de la résistance ennemie. Jusqu'où ira-t-il ? Les jours prochains nous le diront.

Déjà, en date du 22, on précisa la situation de la façon suivante :

La ville est dépassée de plusieurs kilomètres par le sud et les forces nationales ont élargi leur front sur une profondeur d'environ 5 kilomètres, encerclant Téruel dans un double anneau. Un de ces anneaux passe à une distance d'un kilomètre de la ville, l'autre à une distance d'environ 5 kilomètres, coupant la vallée du Túria et rejoignant les troupes du général Franco, qui se trouvent sur la route de Sagonte. Il y a certainement des forces marxistes coupées de leurs bases. Les premières redditions en groupes commencent à signaler que la partie est tenu pour perdue.

Les rouges, abandonnant toute résistance, tâchent de s'enfuir de Téruel, harcelés par les troupes nationales. Ils rendent la ville à l'Espagne réelle.

## L'action des Commissaires politiques

C'était au début de novembre 1936, aux heures les plus tragiques de la défense de Madrid, c'est-à-dire lorsque les troupes nationalistes, parvenues aux portes des faubourgs de la capitale, tentaient un grand effort pour s'emparer de la Ciudad Universitaria. Celle-ci était défendue par les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> brigades internationales, composées de combattants d'élite, tous pour la plupart des ex-légionnaires français ou anciens combattants de la guerre 1914-1918. Ces brigades étaient placées respectivement sous le commandement du général russe Lukacz et du chef de bataillon allemand Hans.

Pour empêcher les nationalistes d'avancer, il s'agissait, de la part des milices républicaines faisant face à la Casa de Campo, de défendre coûte que coûte et de conserver cette position dominante. Le général Misja, qui en connaissait toute l'importance, donna des instructions en conséquence au général russe Kleber, chef d'état-major de la colonne internationale, qui chargea un conseiller militaire étranger de conduire l'opération.

En présence du péril qui courait la Casa de Campo, l'officier en question se rendit dare-dare sur place pour prendre toutes dispositions utiles afin que l'affaire réussisse. Comme il n'avait à sa disposition ni grenadiers ni grenades, il fit appeler aux dinamiteros, qui comptaient beaucoup de dégâts... surtout dans leurs rangs. Dès réception de l'ordre, leur chef s'en vint trouver le conseiller étranger, et voici le dialogue qui eut lieu entre ces deux hommes :

Le conseiller militaire étranger. — Camarades, j'ai reçu telle mission, mais, pour la mener à bien, j'ai besoin du concours de vos dinamiteros. Le général en chef a fixé le déclenchement de l'action à 17 heures. Veuillez donc prendre vos dispositions pour vous trouver, avec votre unité, à 16 h. à tel endroit.

Le chef des dinamiteros. — Impossible, camarade.

Le conseiller militaire. — Comment, impossible ! Pourquoi ? Mais rien du tout, et vous allez exécuter mon ordre.

Le chef des dinamiteros. — Je regrette, mais

je dois consulter les commissaires politiques. Je ne puis agir sans leur consentement.

Tête du conseiller militaire et départ en vitesse du « chef » des dinamiteros. Celui-ci revint une heure plus tard apporter la réponse.

je parle au Peuple

EUG. VAN DEN BOSSCHE  
Ex-officier de l'armée de l'Inde  
Ex-Major, Corps des Marines  
dans l'Armée Républicaine  
Commandant de la Place de  
Frontispice du livre d'Eugène Van Den Bossche : *je parle au peuple*.

Le chef des dinamiteros. — Camarade, les commissaires politiques opposent leur veto. Ils se réuniront ce soir à 22 heures, comme c'est leur habitude, et je vous ferai part de la décision qui intervient.

Sur ce, il s'en fut, laissant en plan le conseiller militaire étranger qui n'en revint pas.

La décision ne vint jamais. Les nationalistes enlevèrent la Casa de Campo, qui leur permit de conquérir la Ciudad Universitaria, où se sont livrés par la suite des combats homériques. C'est là que les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> brigades internationales perdirent les meilleurs de leurs combattants.

Commandant VAN DEN BOSSCHE.

sance destructive de l'armée aérienne.

Les engins blindés utilisés par les troupes des deux partis n'ont pas donné les résultats attendus. C'est qu'ils ont été engagés au fur et à mesure des besoins et de leur arrivée sur le front de bataille. Ils ont agi en quelque sorte individuellement, mettant en œuvre tous leurs moyens de feu, non négligeables mais sans qu'aient pu être utilisées leurs capacités offensives ou manœuvrées, faute de les avoir groupés en unités organisées, entre les mains d'équipages rompus à leurs procédés d'emploi et sous le commandement d'un chef spécialiste. Leçon : Le matériel ne suffit pas à triompher de l'adversaire ; il doit être servi par un personnel exercé et obéissant à une idée tactique.

Santander, Bilbao, Brunete ne sont pas les sursauts désordonnés d'une armée à la recherche du défaut de la cuirasse adverse. Ce sont autant de batailles dont chacune a exigé un travail de conception et d'acheminement à pied d'œuvre des moyens. Entre elles, le temps passé ne peut paraître inaction qu'à un observateur superficiel. Ce temps passé, c'est celui né-

## Un général français tire des leçons de la guerre d'Espagne

Le général Duval vient de publier, aux éditions Plon, un livre sur *Les Leçons de la guerre d'Espagne*.

Le général Weygand l'a préfacé et, dès ses premières lignes, déclare :

« Dans notre Europe qui s'arme et s'émeut des perspectives de guerre, il est naturel que l'on cherche à tirer de la lutte qui sévit en Espagne, des enseignements pour l'avenir. De ce qu'il a pu voir et savoir, le général Duval déduit de son mieux ; mais ce serait trahir sa pensée que donner à ces Leçons de la guerre d'Espagne un caractère absolu. Avec l'implacable précision qu'il apporte à la recherche de la vérité, il s'efforce de déterminer si cette guerre constitue, par rapport à celles qui l'ont précédée, un progrès ou un recul, et, par suite, la valeur des enseignements à en tirer. Sans doute, chacun des deux partis a pu disposer d'un certain nombre d'engins de construction récente. Mais l'engin ne peut être considéré seul. Son efficacité dépend aussi de l'homme qui le conduit, et de la méthode selon laquelle il est employé. Or la bataille se livre entre des armées qui, comme celles d'autrefois, mènent surtout des combats d'infanterie, en raison de la petite quantité d'artillerie qu'elles possèdent, et elle n'offre pas à l'emploi de ces engins les conditions d'une profitable expérience ensemble ; tout au plus les techniciens peuvent-ils constater les qualités ou les défauts d'une mécanique, d'un armement ou d'un blindage. »

C'est situer la question et poser le problème avec une rigueur qui ne saurait étonner de la part du chef éminent, intime collaborateur du maréchal Foch, qui se trouva si étroitement associé pendant la guerre aux succès de nos armes et contribua pour une si large part, au lendemain de la victoire, à la réorganisation et à la modernisation de notre armée.

C'est aussi dégager la conclusion essentielle de l'ouvrage précieux du général Duval.

Celui-ci, très justement, a d'abord défini la nature des forces militaires en présence. Il a traité par la suite, dans le détail, d'un certain nombre d'opérations militaires, puis il a conclu.

En raison des circonstances particulières de la guerre d'Espagne, le problème militaire ne saurait être séparé complètement du problème politique, celui-ci n'ayant cessé et ne

cessant pas de modifier les éléments essentiels de celui-là.

Pourtant, le seul côté militaire de la question sera retenu ici par nous, soucieux de recueillir, parmi tous les enseignements de la guerre espagnole ceux dont il nous paraît plus particulièrement opportun de faire notre profit.

C'est ainsi que, de l'exposé impartial des faits, il résulte que le gouvernement espagnol, maître de la mer à l'origine du conflit et en mesure, par conséquent de recevoir de l'extérieur un appui en matériel et en hommes. Il enregistra ses premiers échecs, subi l'initiative de l'adversaire, reculé sous les coups répétés à mesure qu'il perdait cette maîtrise et que celle-ci passait aux mains du général Franco. Leçon : pour vaincre sur terre, il faut d'abord le plus fort sur mer.

Les effets des bombardements aériens sur Madrid en novembre 1936, encore qu'effectués par un nombre relativement restreint d'appareils, ont fourni la preuve terrible de la puissance nécessaire à la préparation de l'action prochaine. Leçon : Une bataille moderne exige une période préparatoire relativement longue par rapport à la durée de l'action offensive proprement dite. Une guerre est une succession de batailles. Si matériel et effectifs sont en nombre considérablement supérieurs à ceux de l'adversaire, il peut n'y avoir qu'une bataille : la première.

Puissions-nous, en France, où ne cessent de nous parvenir d'au-delà de nos frontières des rumeurs de bataillons à l'entraînement, méditer comme il convient ces Leçons de la guerre d'Espagne et en retenir ce qui s'avère indispensable à notre propre sécurité.

PALUEL-MARMONT.



Pour Dieu et pour la Patrie, face à l'ennemi.

# LES ARMES ET LES LETTRES

## POUR L'ESPAGNE

*A la fin de l'année 1937 s'est constitué à Paris un « Comité Intellectuel de l'Amitié entre la France et l'Espagne » : président, Paul Claude ; vice-président, Charles Richet ; secrétaire, Maurice Legendre.*

*Ce Comité a lancé un manifeste « Aux Intellectuels Espagnols » dont nous détachons :*

Tous ceux qui admirent la glorieuse Espagne, tous ceux qui se rendent compte de la magnifique contribution que par son art, sa littérature, sa science, sa spiritualité, sa passion de la découverte, elle a apportée à la civilisation, tous ceux qui déplorent l'affreux cataclysme où les valeurs précieuses que sa mission a toujours été de représenter, menacent d'être englouties, tous ceux qui désirent la fin des divisions actuelles et le rétablissement d'un ordre fondé sur la morale et sur le respect des notions de liberté et d'autorité se joindront à nous. Le passé de l'Espagne est d'une telle valeur pour le monde entier qu'il n'est pas possible d'envisager pour elle un avenir d'où soient absents le respect et l'inspiration d'une tradition auguste.

L'Espagne, par la pensée de ses grands juristes, a fondé le droit international moderne sur le respect des droits de la personne humaine ; il appartient à l'Espagne d'affirmer avec la même énergie les Droits de la Nation.

En ces heures douloureuses, nous, Français, ne saurions oublier tous les liens de race, de tradition et de culture qui nous attachent à notre sœur latine.

En conséquence, nous ne pouvons faire autrement que de souhaiter le triomphe, en Espagne, de ce qui représente actuellement la civilisation contre la barbarie, l'ordre et la justice contre la violence, la tradition contre la destruction, les garanties de la personne contre l'arbitraire.

Louis Bertrand. — Abel Bonnard. — Henry Bourdeaux. — Edouard Estamé. — Georges Goyau. — Abel Hermant. — Amiral Lacaze. — Louis Mauduit. — Général Weygand (de l'Académie française).

Jacques Bardoux. — Jacques-Emile Blanche. — Edouard Branly. — Georges Claude. — Maurice Desv. — Docteur Jean-Louis Faure. — Henry Le Riche. — Jules-Alexis Muenier. — Maurice d'Occagne (de l'Institut de France).

Antoni, magistrat honoraire. — Comte L. de Blois, sénateur honoraire. — Georges Bouchard, conseiller général des Alpes-Maritimes. — René Bérenger. — Paul Claudel, ambassadeur de France. — François de Clermont-Tonnerre, député. — Jean Chiappe, député. — Comte d'Harcourt, sénateur. — Charles Desjardins, sénateur. — Docteur R. Doizy, ancien député, maire de Lunay. — J.-L. Dumesnil, sénateur. — Marquis de la Ferriera, député. — Michel Forcade, sénateur. — Georges Gaucherot, sénateur. — Philippe Génicot, député de Bourdeaux. — Amiral Joubert. — Henry de Kerillis, député. — Henry Lémeré, ancien Garde des Sceaux. — P. Nouveau, maire de Cannes. — Alfred Oberkirch, député, ancien ministre. — E. de Peretti de la Rocca, ambassadeur de France. — Poitou-Duplessy, député. — P. de Saint-Just, député. — Jean de Savenant, député de la Vendée. — Pierre Taittinger, député de Paris. — Louis de Vienne, ministre plénipotentiaire.

Roger Allard, homme de lettres. — Léon Baillot, journaliste. — Gustave Babin, publiciste. — René Benjamin, homme de lettres. — Henry Béraud, journaliste. — Gaëtan Bernoville, journaliste. — Chanoine Alfred Berthier, homme de lettres. — Max Bridge, homme de lettres. — George Bouche, peintre. — Jacques Boulanger, écrivain. — Comte de Boisseson, publiciste. — Vicomte de Buet, publiciste. — Alfred Cambessé, publiciste. — Robert Cohen, homme de lettres. — Louis Chambour, publiciste. — Georges Champenois, homme de lettres. — Henriette Charasson, femme de lettres. — Paul Chack, homme de lettres. — Paul Chantecaille, publiciste. — Charles Chevignon, publiciste. — Léon Daudet, de l'Académie Goncourt. — Bertrand Desos, homme de lettres. — Fabre-Luce, homme de lettres. — Ad. de Falgaïolle, homme de lettres. — Ramon Fernandez, homme de lettres. — Charles Florange, homme de lettres.

Tous ceux qui admirent la glorieuse Espagne, tous ceux qui se rendent compte de la magnifique contribution que par son art, sa littérature, sa science, sa spiritualité, sa passion de la découverte, elle a apportée à la civilisation, tous ceux qui déplorent l'affreux cataclysme où les valeurs précieuses que sa mission a toujours été de représenter, menacent d'être englouties, tous ceux qui désirent la fin des divisions actuelles et le rétablissement d'un ordre fondé sur la morale et sur le respect des notions de liberté et d'autorité se joindront à nous. Le passé de l'Espagne est d'une telle valeur pour le monde entier qu'il n'est pas possible d'envisager pour elle un avenir d'où soient absents le respect et l'inspiration d'une tradition auguste.

L'Espagne, par la pensée de ses grands juristes, a fondé le droit international moderne sur le respect des droits de la personne humaine ; il appartient à l'Espagne d'affirmer avec la même énergie les Droits de la Nation.

En ces heures douloureuses, nous, Français, ne saurions oublier tous les liens de race, de tradition et de culture qui nous attachent à notre sœur latine.

En conséquence, nous ne pouvons faire autrement que de souhaiter le triomphe, en Espagne, de ce qui représente actuellement la civilisation contre la barbarie, l'ordre et la justice contre la violence, la tradition contre la destruction, les garanties de la personne contre l'arbitraire.

Louis Bertrand. — Abel Bonnard. — Henry Bourdeaux. — Edouard Estamé. — Georges Goyau. — Abel Hermant. — Amiral Lacaze. — Louis Mauduit. — Général Weygand (de l'Académie française).

Jacques Bardoux. — Jacques-Emile Blanche. — Edouard Branly. — Georges Claude. — Maurice Desv. — Docteur Jean-Louis Faure. — Henry Le Riche. — Jules-Alexis Muenier. — Maurice d'Occagne (de l'Institut de France).

Antoni, magistrat honoraire. — Comte L. de Blois, sénateur honoraire. — Georges Bouchard, conseiller général des Alpes-Maritimes. — René Bérenger. — Paul Claudel, ambassadeur de France. — François de Clermont-Tonnerre, député. — Jean Chiappe, député. — Comte d'Harcourt, sénateur. — Charles Desjardins, sénateur. — Docteur R. Doizy, ancien député, maire de Lunay. — J.-L. Dumesnil, sénateur. — Marquis de la Ferriera, député. — Michel Forcade, sénateur. — Georges Gaucherot, sénateur. — Philippe Génicot, député de Bourdeaux. — Amiral Joubert. — Henry de Kerillis, député. — Henry Lémeré, ancien Garde des Sceaux. — P. Nouveau, maire de Cannes. — Alfred Oberkirch, député, ancien ministre. — E. de Peretti de la Rocca, ambassadeur de France. — Poitou-Duplessy, député. — P. de Saint-Just, député. — Jean de Savenant, député de la Vendée. — Pierre Taittinger, député de Paris. — Louis de Vienne, ministre plénipotentiaire.

Roger Allard, homme de lettres. — Léon Baillot, journaliste. — Gustave Babin, publiciste. — René Benjamin, homme de lettres. — Henry Béraud, journaliste. — Gaëtan Bernoville, journaliste. — Chanoine Alfred Berthier, homme de lettres. — Max Bridge, homme de lettres. — George Bouche, peintre. — Jacques Boulanger, écrivain. — Comte de Boisseson, publiciste. — Vicomte de Buet, publiciste. — Alfred Cambessé, publiciste. — Robert Cohen, homme de lettres. — Louis Chambour, publiciste. — Georges Champenois, homme de lettres. — Henriette Charasson, femme de lettres. — Paul Chack, homme de lettres. — Paul Chantecaille, publiciste. — Charles Chevignon, publiciste. — Léon Daudet, de l'Académie Goncourt. — Bertrand Desos, homme de lettres. — Fabre-Luce, homme de lettres. — Ad. de Falgaïolle, homme de lettres. — Ramon Fernandez, homme de lettres. — Charles Florange, homme de lettres.

Tous ceux qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staél, Paris-XV<sup>e</sup>.